

RCS : GRENOBLE

Code greffe : 3801

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de GRENOBLE atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1992 B 00286

Numéro SIREN : 384 711 909

Nom ou dénomination : Soitec

Ce dépôt a été enregistré le 25/01/2022 sous le numéro de dépôt A2022/001197

SOITEC S.A.

Société Anonyme au capital de 70.276.054,00 euros
Siège social : Parc Technologique des Fontaines - Chemin des Franques - 38190 Bernin
384 711 909 RCS Grenoble

(la « **Société** »)

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS DU DIRECTEUR GENERAL **EN DATE DU 10 JANVIER 2022**

Le 10 Janvier 2022, Monsieur Paul Boudre, en sa qualité de Directeur général de la Société (le « **Directeur Général** »), après avoir rappelé que :

- i. conformément aux dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, l'assemblée générale en date du 26 juillet 2019, a autorisé le Conseil d'administration à attribuer gratuitement, en une ou plusieurs fois et aux conditions qu'il déterminera, un nombre maximum de 400.000 actions de préférence de catégorie 2 de la Société d'une valeur nominale de deux (2) euros (« **ADP2** ») au profit des bénéficiaires qu'il déterminera parmi les membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, ainsi que des mandataires sociaux, ou de certaines catégories d'entre eux, de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, pendant une période dont la durée a été fixée à 38 mois ;
- ii. usant de l'autorisation et des pouvoirs qui lui ont été conférés par la 34eme résolution de l'assemblée générale en date du 26 juillet 2019, le Conseil d'administration a, lors de sa réunion du 30 novembre 2020, décidé l'attribution gratuite de **20 922 ADP 2 (l'« Attribution d'ADP2 Topaz 2022»)** ;
- iii. le Conseil d'administration a décidé lors de l'Attribution de ces ADP2 que :
Ces ADP 2 seront définitivement acquises, sous réserve du respect d'une condition de présence liée au mandat social ou au contrat de travail des bénéficiaires et de certaines exceptions prévues dans le plan Topaz 2022, ou selon les conditions générales des ADP 2 au terme de deux périodes d'acquisition selon les modalités ci-après :
 - 60 % des ADP 2 attribuées(la « **Première Série d'Attribution** ») seront définitivement acquises au plus tard le 10 janvier 2022; et
 - 40 % des ADP 2 attribuées(la « **Seconde Série d'Attribution** ») seront définitivement acquises au plus tard le 30 novembre 2022.
- iv. le Conseil d'administration a, lors de sa réunion du 30 novembre 2021, décidé de subdéléguer au Directeur Général le pouvoir de notamment, dans la mesure où la loi le permet, (i) constater la satisfaction de la Condition de Présence applicable à chaque bénéficiaire, (ii) constater la réalisation corrélative de capital, (iii) procéder à la modification corrélative des statuts de la Société et (iv) faire tout le nécessaire pour permettre l'attribution définitive des ADP2 attribuées dans le cadre de la première série d'Attribution ;

a pris la décision suivante :

PREMIERE DÉCISION

Constatation de l'attribution gratuite et définitive de 12 553 ADP2 au titre du Plan Topaz 2022 et de l'augmentation corrélative du capital social de la Société par émission de 12 553 ADP2 nouvellement émises

Le Directeur Général, constate :

- l'expiration ce jour de la Période d'Acquisition applicable à la Première Série d'Attribution (tels que ces termes sont définis dans le Plan Topaz 2022)
- que la Condition de Présence est satisfaite pour l'ensemble des bénéficiaires du Plan Topaz 2022 dont la liste figure en Annexe 1 (les « **Bénéficiaires Topaz 2022** »),
- l'attribution définitive de douze mille cinq cent cinquante-trois (12 553) ADP2 d'une valeur nominale de deux euros (2,00 €) chacune au profit des Bénéficiaires Topaz 2022 pour le nombre figurant en face de leur nom en Annexe 1 ;
- la réalisation corrélative de l'augmentation de capital correspondante, d'un montant nominal de vingt-cinq mille cent six euros (25 106 €), par prélèvement d'une somme sur le poste « primes d'émission », passant ainsi d'un montant global de soixante-dix millions deux cent soixante-seize mille cinquante-quatre euros (70 276 054 €) à un montant global de soixante-dix millions trois cent un mille cent soixante euros (70 301 160 €) ; et
- la création et l'émission de douze mille cinq cent cinquante-trois (12 553) ADP2 nouvelles, d'une valeur nominale deux euros (2,00 €) chacune attribuées aux Bénéficiaires Topaz 2022 pour le nombre figurant en face de leur nom en Annexe 1.

Le Directeur Général rappelle que :

- conformément à la loi, l'autorisation conférée par l'assemblée générale de la Société en date du 26 juillet 2019 au Conseil d'administration en vue de l'attribution gratuite d'ADP2 au profit des bénéficiaires qu'il déterminera parmi les membres du personnel salarié, ou de certaines catégories d'entre eux, ainsi que des mandataires sociaux, ou de certaines catégories d'entre eux, de la Société et/ou des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, emporte de plein droit, au profit des Bénéficiaires Topaz 2022, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription ;
- les Bénéficiaires Topaz 2022 auront la qualité d'actionnaires de la Société et les ADP2 nouvelles seront entièrement assimilées aux actions anciennes de même catégorie et jouiront des mêmes droits et obligations à compter de ce jour ;
- conformément aux stipulations du Plan Topaz 2022, les ADP2 nouvelles feront néanmoins l'objet d'une inaccessibilité temporaire pendant une période courant à compter de ce jour jusqu'au 30 novembre 2022 (inclus). Les ADP2 ainsi attribuées définitivement ne pourront être transférées pendant cette période que dans le cadre des exceptions prévues par le Plan Topaz 2022 et dans le respect de la loi et des stipulations des statuts de la Société.

Cette décision est prise par le Directeur Général.

DEUXIEME DÉCISION

Modification corrélative de l'article 4 de la Société

Compte-tenu des décisions qui précèdent, le Directeur Général décide de modifier l'article 4 (*Capital social*) des statuts de la Société qui sera désormais rédigé comme suit :

Le capital social est fixé à la somme soixante-dix millions trois cent un mille cent-soixante euros (70 301 160 €). Il est divisé en :

- (i) *trente-quatre millions huit-cent quatre-vingt-dix-sept mille treize (34 897 013) actions ordinaires de deux euros (2,00 €) de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées,*
- (ii) *deux-cent cinquante-trois mille cinq-cent soixante-sept (253 567) ADP 2 de 2 euros (2,00 €) de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées.*

Les nouveaux statuts figurent en Annexe 2 des présentes.

Cette décision est prise par le Directeur Général.

TROISIEME DÉCISION

Pouvoirs pour les formalités

Le Directeur Général donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie certifiée conforme ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'effectuer toutes formalités de droit.

Cette décision est prise par le Directeur Général.

* * *

Le Directeur Général rendra compte au Conseil d'administration, lors de la prochaine réunion de ce dernier, de l'utilisation qu'il a faite de la subdélégation de pouvoir qui lui a été consentie.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Directeur Général.

DocuSigned by:

F153BBC64FDA45F...

Le Directeur Général
Monsieur Paul Boudre

Annexe 1**Bénéficiaires Topaz 2022**

Liste des Bénéficiaires Topaz 2022 pour lesquels la Condition de Présence est satisfaite au 1 ^{er} Janvier 2022	Nombre d'ADP2 attribuées définitivement
Yvon Pastol	10 123
Léa Alzingre	1 080
Bruno Wirth	1 350
TOTAL	12 553

Annexe 2
Statuts de la Société modifiés

Certificat de réalisation

Identifiant d'enveloppe: 5C1B1B3FD7014409976E227292014DDF

État: Complétée

Objet: Veuillez signer avec DocuSign : Soitec - PV Décisions Directeur Général 10012022- Topaz 2022 - ...

Project Name: Attribution série 1plan Topaz 2022

Enveloppe source:

Nombre de pages du document: 5

Signatures: 1

Émetteur de l'enveloppe:

Nombre de pages du certificat: 4

Paraphe: 0

Edouard FEAT

Signature dirigée: Activé

Edouard.FEAT@soitec.com

Horodatage de l'enveloppe: Activé

Adresse IP: 165.225.20.104

Fuseau horaire: (UTC+01:00) Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris

Suivi du dossier

État: Original

Titulaire: Edouard FEAT

Emplacement: DocuSign

10/01/2022 14:33:58

Edouard.FEAT@soitec.com

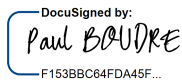
Événements de signataire**Signature****Horodatage**

Paul BOUDRE

paul.boudre@soitec.com

CEO

DocuSigned by:



F153BBC64FDA45F...

Envoyée: 10/01/2022 14:39:36

Consultée: 12/01/2022 16:37:37

Signée: 12/01/2022 16:37:48

Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune)

Sélection d'une signature : Style présélectionné

En utilisant l'adresse IP: 185.191.200.1

Divulgaration relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:

Accepté: 12/01/2022 16:37:37

ID: da91fdbc-8b17-49af-9eb3-15ee74e2aa2b

Événements de signataire en personne Signature**Horodatage****Événements de livraison à l'éditeur****État****Horodatage****Événements de livraison à l'agent****État****Horodatage****Événements de livraison intermédiaire État****Horodatage****Événements de livraison certifiée****État****Horodatage****Événements de copie carbone****État****Horodatage****Événements de témoins****Signature****Horodatage****Événements notariaux****Signature****Horodatage****Récapitulatif des événements de l'enveloppe****État****Horodatages**

Enveloppe envoyée

Haché/crypté

10/01/2022 14:39:36

Livraison certifiée

Sécurité vérifiée

12/01/2022 16:37:37

Signature complétée

Sécurité vérifiée

12/01/2022 16:37:48

Complétée

Sécurité vérifiée

12/01/2022 16:37:48

Événements de paiement**État****Horodatages****Divulgaration relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques**

ELECTRONIC RECORD AND SIGNATURE DISCLOSURE

From time to time, Soitec (we, us or Company) may be required by law to provide to you certain written notices or disclosures. Described below are the terms and conditions for providing to you such notices and disclosures electronically through the DocuSign system. Please read the information below carefully and thoroughly, and if you can access this information electronically to your satisfaction and agree to this Electronic Record and Signature Disclosure (ERSD), please confirm your agreement by selecting the check-box next to 'I agree to use electronic records and signatures' before clicking 'CONTINUE' within the DocuSign system.

Getting paper copies

At any time, you may request from us a paper copy of any record provided or made available electronically to you by us. You will have the ability to download and print documents we send to you through the DocuSign system during and immediately after the signing session and, if you elect to create a DocuSign account, you may access the documents for a limited period of time (usually 30 days) after such documents are first sent to you. After such time, if you wish for us to send you paper copies of any such documents from our office to you, you will be charged a \$0.00 per-page fee. You may request delivery of such paper copies from us by following the procedure described below.

Withdrawing your consent

If you decide to receive notices and disclosures from us electronically, you may at any time change your mind and tell us that thereafter you want to receive required notices and disclosures only in paper format. How you must inform us of your decision to receive future notices and disclosure in paper format and withdraw your consent to receive notices and disclosures electronically is described below.

Consequences of changing your mind

If you elect to receive required notices and disclosures only in paper format, it will slow the speed at which we can complete certain steps in transactions with you and delivering services to you because we will need first to send the required notices or disclosures to you in paper format, and then wait until we receive back from you your acknowledgment of your receipt of such paper notices or disclosures. Further, you will no longer be able to use the DocuSign system to receive required notices and consents electronically from us or to sign electronically documents from us.

All notices and disclosures will be sent to you electronically

Unless you tell us otherwise in accordance with the procedures described herein, we will provide electronically to you through the DocuSign system all required notices, disclosures, authorizations, acknowledgements, and other documents that are required to be provided or made available to you during the course of our relationship with you. To reduce the chance of you inadvertently not receiving any notice or disclosure, we prefer to provide all of the required notices and disclosures to you by the same method and to the same address that you have given us. Thus, you can receive all the disclosures and notices electronically or in paper format through the paper mail delivery system. If you do not agree with this process, please let us know as described below. Please also see the paragraph immediately above that describes the consequences of your electing not to receive delivery of the notices and disclosures electronically from us.

How to contact Soitec:

You may contact us to let us know of your changes as to how we may contact you electronically, to request paper copies of certain information from us, and to withdraw your prior consent to receive notices and disclosures electronically as follows:

To contact us by email send messages to: franck.fitouchi@soitec.com

To advise Soitec of your new email address

To let us know of a change in your email address where we should send notices and disclosures electronically to you, you must send an email message to us at franck.fitouchi@soitec.com and in the body of such request you must state: your previous email address, your new email address. We do not require any other information from you to change your email address.

If you created a DocuSign account, you may update it with your new email address through your account preferences.

To request paper copies from Soitec

To request delivery from us of paper copies of the notices and disclosures previously provided by us to you electronically, you must send us an email to franck.fitouchi@soitec.com and in the body of such request you must state your email address, full name, mailing address, and telephone number. We will bill you for any fees at that time, if any.

To withdraw your consent with Soitec

To inform us that you no longer wish to receive future notices and disclosures in electronic format you may:

- i. decline to sign a document from within your signing session, and on the subsequent page, select the check-box indicating you wish to withdraw your consent, or you may;
- ii. send us an email to franck.fitouchi@soitec.com and in the body of such request you must state your email, full name, mailing address, and telephone number. We do not need any other information from you to withdraw consent.. The consequences of your withdrawing consent for online documents will be that transactions may take a longer time to process..

Required hardware and software

The minimum system requirements for using the DocuSign system may change over time. The current system requirements are found here: <https://support.docusign.com/guides/signer-guide-signing-system-requirements>.

Acknowledging your access and consent to receive and sign documents electronically

To confirm to us that you can access this information electronically, which will be similar to other electronic notices and disclosures that we will provide to you, please confirm that you have read this ERSD, and (i) that you are able to print on paper or electronically save this ERSD for your future reference and access; or (ii) that you are able to email this ERSD to an email address where you will be able to print on paper or save it for your future reference and access. Further, if you consent to receiving notices and disclosures exclusively in electronic format as described herein, then select the check-box next to 'I agree to use electronic records and signatures' before clicking 'CONTINUE' within the DocuSign system.

By selecting the check-box next to 'I agree to use electronic records and signatures', you confirm that:

- You can access and read this Electronic Record and Signature Disclosure; and
- You can print on paper this Electronic Record and Signature Disclosure, or save or send this Electronic Record and Disclosure to a location where you can print it, for future reference and access; and
- Until or unless you notify Soitec as described above, you consent to receive exclusively through electronic means all notices, disclosures, authorizations, acknowledgements, and other documents that are required to be provided or made available to you by Soitec during the course of your relationship with Soitec.

SOITEC
Société anonyme
au capital de 70.301.160,00 euros
Siège social : Parc Technologique des Fontaines
Chemin des Franques
38190 Bernin
384 711 909 R.C.S. Grenoble

S T A T U T S

Mis à jour le 10 Janvier 2022

DocuSigned by:
Paul BODRE
F153BBC64FDA45F...

TITRE I

FORME - DENOMINATION - OBJET - SIEGE - DUREE

Article Préliminaire – RAISON D'ETRE

La raison d'être de la Société est : nous sommes le terreau innovant de technologies intelligentes et économes en énergie, qui transforment durablement nos vies quotidiennes.

Article 1 - FORME - DENOMINATION - DUREE - ANNEE SOCIALE

La Société dénommée Soitec est une société anonyme régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir applicables aux sociétés dont les actions sont admises aux négociations sur un marché réglementé, ainsi que par les présents statuts.

La Société a une durée de 80 ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Elle a pour nom commercial "SOITEC" ou "Soitec".

L'année sociale commence le 1er avril et finit le 31 mars.

Article 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

- Mise au point, recherche, fabrication, commercialisation de matériaux pour la micro- électronique et en général pour l'industrie ;
- Assistance technologique diverse, développement de machines spécifiques et applications ;
- Toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :
 - La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées.
 - La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.
 - La participation directe ou indirecte de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.
- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Article 3 - SIEGE SOCIAL

Le siège de la Société est à Bernin (38190), Parc Technologique des Fontaines, Chemin des Franques.

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires et partout ailleurs en vertu d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires, sous réserve des dispositions légales en vigueur.

Le Conseil d'Administration a la faculté de créer des agences, usines et succursales partout où il le jugera utile.

TITRE II

CAPITAL - ACTIONS

Article 4 - CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à la somme de soixante-dix millions trois cent un mille cent soixante euros (70.301.160 €). Il est divisé en :

- (i) trente-quatre millions huit cent quatre-vingt-dix-sept mille treize (34.897.013) actions ordinaires de deux euros (2,00 €) de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées,
- (ii) deux cent cinquante-trois mille cinq cent soixante-sept (253.567) ADP 2 de 2 euros (2,00 €) de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et libérées.»

Article 5 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

1 - L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider ou autoriser, sur le rapport du Conseil d'Administration, une augmentation de capital.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, l'Assemblée Générale statue aux conditions de quorum et de majorité prévues par les Assemblées Générales Ordinaires.

Le capital doit être intégralement libéré avant toute émission d'actions nouvelles à libérer en numéraire, sous peine de nullité de l'opération.

La valeur des apports en nature doit être appréciée par un ou plusieurs Commissaires aux Apports, nommés sur requête par le Président du Tribunal de Commerce.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut déléguer au Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser l'augmentation de capital, en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constituer la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

2 - L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires peut aussi décider ou autoriser la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachats partiels des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi et, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des actionnaires.

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut déléguer au Conseil d'Administration avec faculté de subdélégation au Président les pouvoirs nécessaires pour réaliser la réduction du capital et procéder à la modification corrélative des statuts.

Article 6 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Conseil d'Administration dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 7 - FORME DES ACTIONS

Les actions ordinaires, entièrement libérées, sont au nominatif ou au porteur au choix de l'actionnaire, sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur. Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions légales et réglementaires en vigueur. Les actions de préférence sont au nominatif et donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la Société au nom de l'actionnaire dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur.

La Société ou son mandataire peut à tout moment procéder à l'identification des propriétaires d'actions ou de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses assemblées d'actionnaires dans les conditions prévues par la réglementation.

Article 8 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propiétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux Assemblées Générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute Assemblée Générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'actionnaire d'obtenir communication des documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions.

Article 9 - CESSION DES ACTIONS

Les actions ordinaires se transmettent par simple virement de compte à compte dans les conditions et modalités prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les ADP 2 ne peuvent faire l'objet d'un transfert quelconque avant la plus proche des trois dates suivantes : (i) la Date de Conversion, (ii) la Date de Rachat et (iii) le 26 juillet 2029, sauf en cas de conversion anticipée prévue en cas de décès ou de survenance d'une Opération de Croissance Externe Complexe ou de Prise de Participation Substantielle.

Article 10 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

10.1- Stipulations communes aux actions ordinaires et de préférence

Tout actionnaire a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

Les titulaires d'actions ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux décisions de l'Assemblée Générale et aux présents statuts.

Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un titulaire d'actions ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents sociaux, demander le partage ou la licitation de ces biens, ni s'immiscer dans l'administration de la Société.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les actionnaires possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

10.2- Droits attachés aux actions ordinaires

Chaque action ordinaire donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, dans les conditions fixées par la loi et les statuts.

La cession comprend tous les dividendes échus et/ou payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

10.3- Droits attachés aux ADP 2

10.3.1. Dispositions générales applicables aux ADP 2

Les ADP 2 et les droits de leurs titulaires sont régis par les dispositions applicables du Code de commerce, et notamment des articles L. 228-11 et suivants.

Les ADP 2 confèrent à leur titulaire un droit de vote identique à celui d'une action ordinaire dans les Assemblées Générales.

Les ADP 2 bénéficient d'un droit à dividende et d'un droit au boni de liquidation identiques à ceux des actions ordinaires, et bénéficient d'un droit préférentiel de souscription pour toute augmentation de capital ou toute opération avec maintien du droit préférentiel de souscription donnant lieu à l'émission d'actions ordinaires de la Société.

Le droit à dividende et le droit au boni de liquidation attachés aux ADP 2 et identiques à ceux des actions ordinaires s'éteindront à la plus proche des deux dates suivantes : (i) la Date de Conversion ou (ii) la Date de Rachat.

10.3.2. - Conversion des ADP 2

L'intégralité des ADP 2 émises ou à émettre à la Date de Conversion (tel que ce terme est défini ci-après) sont convertibles en un nombre variable d'actions ordinaires de la Société, en fonction de la réalisation d'objectifs basés sur des critères d'EBITDA, de chiffre d'affaires et de rendement de l'action ordinaire de la Société (Total Shareholder Return ou « **TSR** ») tels que détaillés par la suite, le nombre total d'actions ordinaires, issues de la conversion des ADP 2, en cas de réalisation des objectifs de performance ne pouvant, en tout état de cause, être supérieur à un nombre d'actions ordinaires déterminé comme suit (les « **AO Max** ») :

$$\text{AO Max} = 3,75\% \times \text{AO Capital}$$

avec :

« **AO Capital** » désigne l'intégralité des actions ordinaires composant le capital social de la Société à la date de l'Assemblée Générale en date du 26 juillet 2019 augmentée des actions ordinaires issues (i) des plans d'attributions gratuites d'actions en cours à la date de l'Assemblée Générale en date du 26 juillet

2019, (ii) de la conversion des ADP 1 et (iii) de la conversion des ADP 2, et étant précisé que ce plafond est fixé sans tenir compte des ajustements légaux, réglementaires ou contractuels nécessaires à la sauvegarde des droits des bénéficiaires des ADP 2.

Le nombre maximum d'ADP 2 pouvant être émises sera déterminé par le Conseil d'administration et sera égal à la valeur totale des ADP 2 telle que déterminée par un expert indépendant divisée par le prix unitaire d'une ADP (les « **ADP 2 Max** ») et ne pourra en tout état de cause être supérieur à 600.000, étant précisé que ce plafond est fixé sans tenir compte des ajustements légaux, réglementaires ou contractuels nécessaires à la sauvegarde des droits des bénéficiaires des ADP 2.

Sous réserve des cas de conversion anticipée prévus au présent article, la date de conversion des ADP 2 en actions ordinaires nouvelles ou existantes de la Société (la « **Date de Conversion** ») sera fixée par le Conseil d'administration, la Date de Conversion devant en tout état de cause intervenir au plus tard le cent-quatre-vingtième (180ème) jour calendaire suivant la date d'approbation par l'Assemblée Générale des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022.

Le Conseil d'administration pourra prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à conversion.

Le nombre d'actions ordinaires résultant de la conversion des ADP 2 existantes à la Date de Conversion sera calculé selon un ratio de conversion déterminé par le Conseil d'administration lui-même calculé en fonction de la réalisation de trois objectifs comme suit :

i. *Taux de réalisation de l'objectif d'EBITDA*

Le taux de réalisation de l'objectif d'EBITDA est déterminé en fonction du niveau d'EBITDA consolidé du Groupe tel que résultant des comptes consolidés du Groupe relatifs à l'exercice à clore le 31 mars 2022 (l'« **EBITDA 2022** ») comme suit :

- i. Le taux de réalisation de l'objectif d'EBITDA sera égal à zéro pourcent (0%) si l'EBITDA 2022 est strictement inférieur à deux-cent cinq millions d'euros (205 000 000 €) ;
- ii. le taux de réalisation de l'objectif d'EBITDA sera égal à cinquante pourcent (50%) si l'EBITDA 2022 est strictement égal à deux-cent cinq millions d'euros (205 000 000 €) ;
- iii. le taux de réalisation de l'objectif d'EBITDA sera égal à cent pourcent (100%) si l'EBITDA 2022 est strictement égal ou supérieur à trois-cent-dix millions d'euros (310 000 000 €) ;

étant précisé que (a) le taux de réalisation de l'objectif d'EBITDA sera déterminé par interpolation linéaire en cas d'EBITDA 2022 compris entre les bornes indiquées ci-dessus, que (b) l'atteinte des objectifs visés au présent (i) sera déterminé sur la base d'un taux de change constant fixé à un euro (1,00 €) pour un dollar américain et treize centimes (1,13 USD), et (c) qu'en cas de modification des normes IFRS ayant un impact (négatif ou positif) sur l'atteinte des objectifs visés au présent (i), le Conseil d'administration devra prendre toute mesure nécessaire afin de neutraliser ledit impact.

ii. *Taux de réalisation de l'objectif de chiffre d'affaires*

Le taux de réalisation de l'objectif de chiffre d'affaires est déterminé en fonction du niveau du chiffre d'affaires consolidé du Groupe tel que résultant des comptes consolidés du Groupe relatifs à l'exercice à clore le 31 mars 2022 (le « **Chiffre d'Affaires 2022** ») étant précisé que :

- i. le taux de réalisation de l'objectif de chiffre d'affaires sera égal à zéro pourcent (0%) si le Chiffre d'Affaires 2022 est strictement inférieur à sept-cent soixante-et-onze millions de dollars américains (771 000 000 USD) ;
- ii. le taux de réalisation de l'objectif de chiffre d'affaires sera égal à cinquante pourcent (50%) si le Chiffre d'Affaires 2022 est strictement égal à sept-cent soixante-et-onze millions de dollars américains (771 000 000 USD) ;

- iii. le taux de réalisation de l'objectif de chiffre d'affaires sera égal à cent pourcent (100%) si le Chiffre d'Affaires 2022 est strictement égal ou supérieur à un milliard cent-vingt-neuf millions de dollars américains (1 129 000 000 USD) ;

étant précisé que (a) le taux de réalisation de l'objectif de chiffre d'affaires sera déterminé par interpolation linéaire en cas de Chiffre d'Affaires 2022 compris entre les bornes indiquées ci-dessus, que (b) l'atteinte des objectifs visés au présent (ii) sera déterminé sur la base d'un taux de change constant fixé à un euro (1,00 €) pour un dollar américain et treize centimes (1,13 USD), et (c) qu'en cas de modification des normes IFRS ayant un impact (négatif ou positif) sur l'atteinte des objectifs visés au présent (ii), le Conseil d'administration devra prendre toute mesure nécessaire afin de neutraliser ledit impact.

- iii. *Taux de réalisation de l'objectif de rendement de l'action ordinaire de la Société (Total Shareholder Return ou « TSR »)*

Le taux de réalisation de l'objectif de TSR sera déterminé en fonction de la performance respective du TSR de l'action ordinaire de la Société et de l'indice Euro Stoxx 600 Technology entre le 26 juillet 2019 et la date de publication des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022 comme suit :

- i. le taux de réalisation de l'objectif de TSR sera égal à zéro pourcent (0%) si le TSR de l'action ordinaire de la Société est strictement inférieur à quatre-vingt pourcent (80,00%) de la performance de l'indice Euro Stoxx 600 Technology ;
- ii. le taux de réalisation de l'objectif de TSR sera égal à cent pourcent (100%) si le TSR de l'action ordinaire de la Société est strictement supérieur ou égal à cent-vingt pourcent (120,00%) de la performance de l'indice Euro Stoxx 600 Technology ;

étant précisé que le taux de réalisation de l'objectif de TSR sera déterminé par interpolation linéaire si le TSR de l'action ordinaire de la Société est compris entre les bornes indiquées ci-dessus.

Le TSR de l'action ordinaire de la Société sera déterminé comme suit :

$$\frac{\text{Prix de Référence Final} + \text{Dividendes} - \text{Prix de Référence Initial}}{\text{Prix de Référence Initial}}$$

où :

- le Prix de Référence Initial correspond à la moyenne des vingt (20) derniers cours de clôture de l'action ordinaire de la Société précédant l'Assemblée Générale en date du 26 juillet 2019;
- les Dividendes correspondent aux dividendes distribués pendant la période concernée ; et
- le Prix de Référence Final correspond à la moyenne des vingt (20) derniers cours de clôture de l'action ordinaire de la Société suivant la date de publication des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022.

En cas de disparition de l'indice Euro Stoxx 600 Technology, le Conseil d'administration, avec faculté de délégation, pourra décider de remplacer cet indice par tout indice qui viendrait s'y substituer ou qui, de l'avis du Conseil d'administration de la Société, serait approprié pour évaluer la performance du TSR.

Le ratio de conversion, exprimé en nombre total d'actions ordinaires issues de la conversion de l'ensemble des ADP 2 émises ou à émettre (le « **Ratio de Conversion** »), sera déterminé en application de la formule suivante :

$$\text{Ratio de Conversion} = \text{AO Max} \times \text{ADP 2 Réel} / \text{ADP 2 Max} \times \text{Taux de Réalisation}$$

avec :

- « **AO Max** » a le sens qui est attribué à ce terme ci-dessus ;
- « **ADP 2 Max** » a le sens qui est attribué à ce terme ci-dessus ;

- « **ADP 2 Réel** » désigne le nombre maximum d'ADP 2 émises et à émettre à la Date de Conversion ;
- « **Taux de Réalisation** » désigne le taux global de réalisation des objectifs visés aux paragraphes (i), (ii) et (iii) ci-dessus et déterminé en application de la formule suivante :

$$\text{Taux de Réalisation} = 1/3 \times (\text{Taux d'EBITDA} + \text{Taux de CA} + \text{Taux de TSR})$$

- « **Taux d'EBITDA** » correspond au taux de réalisation de l'EBITDA déterminé selon les modalités figurant au (i) ci-dessus, étant précisé que (x) en cas de réalisation d'un Taux de CA théorique compris entre 100% et 110% (déterminé sur une base linéaire), et (y) en cas de réalisation d'un Taux d'EBITDA compris entre 80% et 100%, alors, le Taux d'EBITDA sera augmenté de la fraction du pourcentage du Taux de CA théorique comprise entre 100% et 110% sans que cette compensation ne puisse aboutir à un Taux d'EBITDA supérieur à 100%.
- « **Taux de CA** » correspond au taux de réalisation du chiffre d'affaires déterminé selon les modalités figurant au (ii) ci-dessus, étant précisé que (x) en cas de réalisation d'un Taux d'EBITDA théorique compris entre 100% et 110% (déterminé sur une base linéaire), et (y) en cas de réalisation d'un Taux de CA compris entre 80% et 100%, alors, le Taux de CA sera augmenté de la fraction du pourcentage du Taux d'EBITDA théorique comprise entre 100% et 110% sans que cette compensation ne puisse aboutir à un Taux de CA supérieur à 100%.
- « **Taux de TSR** » correspond au taux de réalisation du TSR déterminé selon les modalités figurant au (iii) ci-dessus.

Le nombre d'actions ordinaires résultant de la conversion devra être déterminé pour chaque titulaire d'ADP 2 en appliquant le Ratio de Conversion au nombre d'ADP 2 détenues par chaque titulaire à la Date de Conversion sur le nombre d'ADP 2 Réel à cette date.

Lorsque le nombre total d'actions ordinaires devant être reçues par un titulaire d'ADP 2 en appliquant le Ratio de Conversion au nombre d'ADP 2 qu'il détient n'est pas un nombre entier, ledit titulaire recevra le nombre d'actions ordinaires immédiatement inférieur.

Toutes les actions ordinaires ainsi issues de la conversion des ADP 2 seront définitivement assimilées aux actions ordinaires existantes à leur Date de Conversion et porteront jouissance courante.

Par exception qu'en cas de décès d'un titulaire d'ADP 2 avant la Date de Conversion, les ADP 2 détenues par le défunt pourront, sur demande du ou des héritiers ou des autres ayants-droit du défunt et dans un délai de six (6) mois à compter du décès, être converties par anticipation (la « **Date de Conversion Anticipée** ») en un nombre d'actions ordinaires de la Société déterminé en appliquant le Ratio de Conversion comme indiqué ci-dessus au nombre d'ADP 2 détenues par le défunt à la Date de Conversion Anticipée sur le nombre d'ADP 2 Réel à la Date de Conversion Anticipée mais en considérant que :

- le Taux de Réalisation est égal à 1 ; et que
- le nombre d'ADP 2 Réel désigne le nombre maximum d'ADP 2 émises ou à émettre à la Date de Conversion Anticipée (en réputant notamment comme satisfaite toute éventuelle condition de présence exigée dans le cadre de toute attribution gratuite d'ADP 2).

Le Conseil d'administration de la Société pourra procéder, en cas de survenance d'une Opération de Croissance Externe Simple, de désinvestissement ou de dépense exceptionnelle d'investissement (CAPEX) inférieure ou supérieure à celle figurant dans le business plan, aux ajustements des objectifs de performance comme suit :

- i. les niveaux de chiffre d'affaires et d'EBITDA figurant dans les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice à clore le 31 mars 2022 seront retraités de façon à neutraliser l'impact de ces opérations ; et
- ii. les objectifs de TSR demeureront inchangés ;

avec « **Opération de Croissance Externe Simple** » qui désigne toute opération d'acquisition qui n'est pas qualifiée d'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ;

En cas d'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle :

a. le Ratio de Conversion sera déterminé à la date de réalisation de l'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle mutatis mutandis étant précisé que :

- le Taux de CA et le Taux d'EBITDA (i) seront déterminés sur la base des derniers comptes consolidés disponibles à la date de réalisation de l'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle et (ii) seront appréciés sur la base des objectifs d'EBITDA et de chiffre d'affaires déterminés à la date de ces derniers comptes, prorata temporis et par interpolation linéaire entre (i) le niveau d'EBITDA ou de chiffre d'affaires (selon le cas) consolidé du Groupe tel que résultant des comptes consolidés du Groupe relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2019 et (ii) d'une part (x) les objectifs d'EBITDA 2022 et de Chiffre d'Affaires 2022 permettant l'atteinte d'un Taux de d'EBITDA et un Taux de CA selon le cas de 50% et d'autre part (y) les objectifs d'EBITDA 2022 et de Chiffre d'Affaires 2022 permettant l'atteinte d'un Taux d'EBITDA et un Taux de CA selon le cas de 100% ;
- le Taux de TSR (i) sera apprécié à la date de l'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle, selon le cas et (ii) en considérant comme Prix de Référence Final, selon le cas, soit la parité de fusion arrêtée dans le cadre d'une Opération de Croissance Externe Majeure Complexe soit le prix offert par le tiers dans le cadre d'une Prise de Participation Substantielle ;
- le nombre d'ADP 2 Réel désigne le nombre maximum d'ADP 2 émises ou à émettre à la Date de Conversion prévue au paragraphe b) ci-dessous (en réputant notamment comme satisfaite toute éventuelle condition de présence exigée dans le cadre de toute attribution gratuite d'ADP 2).

avec :

- « **Opération de Croissance Externe Majeure Complexe** » qui désigne toute opération de croissance externe réalisée par voie de fusion-absorption ;
- « **Prise de Participation Substantielle** » désigne une offre publique d'achat ou d'échange initiée sur les actions de la Société, faisant suite, (i) au transfert par un ou plusieurs Investisseur(s) Stratégique(s) de ses (leurs) actions ordinaires de la Société à l'initiateur de l'offre ou à laquelle cet ou ces Investisseur(s) Stratégique(s) aurai(en)t apporté ses (leurs) actions ordinaires de la Société ou (ii) à l'acquisition d'une participation résultant en un franchissement du seuil de 30% du capital ou des droits de vote de la Société par l'initiateur de l'offre ;
- « **Investisseur Stratégique** » désigne individuellement les sociétés Bpifrance Participations, CEA Investissement et NSIG Sunrise S.à.r.l.

b. les ADP 2 pourront par exception être converties comme suit :

- si la date de réalisation de l'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle intervient préalablement à la date de l'Assemblée Générale approuvant les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice à clore le 31 mars 2021, alors (i) soixante-quinze pourcent (75%) des ADP 2 émises ou à émettre seront converties en actions ordinaires dans les six (6) mois de la date de l'Assemblée Générale approuvant les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice à clore le 31 mars 2021 et (ii) les vingt-cinq (25%) pourcent restant seront convertis à la Date de Conversion ;
- si la date de réalisation de l'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle intervient entre la date de l'Assemblée Générale approuvant les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice à clore le 31 mars 2021 et la date de l'Assemblée Générale approuvant les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice à clore le 31 mars 2022, alors (i) soixante-quinze pourcent (75%) des ADP 2 émises ou à émettre seront converties en actions ordinaires dans les deux (2) mois de la date de réalisation de l'Opération de Croissance Externe Majeure Complexe ou de Prise de Participation Substantielle,

selon le cas, et (ii) les vingt-cinq (25%) pourcent restant seront convertis à la Date de Conversion.

Le Conseil d'administration de la Société pourra procéder le cas échéant aux ajustements du Ratio de Conversion des ADP 2 en actions ordinaires nécessaires à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires, en fonction des éventuelles opérations portant sur le capital de la Société, notamment en cas de modification du nominal des actions ordinaires, d'augmentation de capital par incorporation de réserves réalisée par voie d'augmentation du nombre d'actions ordinaires, d'incorporation au capital de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise par majoration de la valeur nominale des actions ordinaires, d'attribution gratuite d'actions ordinaires à tous les actionnaires, d'émission de nouveaux titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec droit préférentiel de souscription réservé aux actionnaires, de division ou de regroupement de titres, de distribution de réserves, de primes d'émission ou de tous autres actifs, d'amortissement du capital, de modification de la répartition des bénéfices, de réduction de capital motivée par des pertes par réduction du nombre d'actions ordinaires ou de toute autre opération portant sur les capitaux propres (y compris par voie d'offre publique et/ou en cas de changement de contrôle).

Les ADP 2 existantes à la Date de Conversion pourront être converties en actions ordinaires nouvelles ou existantes détenues dans le cadre du programme de rachat et prend acte que la conversion des ADP 2 en actions ordinaires nouvelles emporte renonciation des actionnaires au droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires nouvelles issues de la conversion. En toute hypothèse, la conversion des ADP 2 en actions ordinaires ne pourra pas intervenir entre la publication au Bulletin officiel des Annonces Légales Obligatoires d'un avis préalable à toute assemblée générale et la tenue de ladite assemblée. Si tel était le cas, la Date de Conversion serait décalée à l'issue de l'assemblée générale.

10.3.3. - Rachat des ADP 2

Dans l'hypothèse où les objectifs de performance ne seraient pas atteints de sorte que le nombre d'actions ordinaires auxquelles donneraient droit par conversion les ADP 2 par application du Ratio de Conversion serait égal à zéro, les ADP 2 pourront être rachetées par la Société et à son initiative au plus tard le cent-quatre-vingtième (180ème) jour calendaire suivant la date de publication des comptes consolidés du Groupe pour l'exercice à clore le 31 mars 2022 (la « **Date de Rachat** »), à leur valeur nominale conformément aux dispositions de l'article L. 228-12 III du Code de commerce.

Les ADP 2 ainsi rachetées seront annulées et le capital social corrélativement réduit conformément aux articles L. 225-205 et L. 228-12-1 du Code de commerce dans un délai de soixante (60) jours calendaires à compter de leur Date de Rachat.

Le Conseil d'administration devra prendre acte, s'il y a lieu, du nombre d'ADP 2 rachetées et annulées par la Société et apportera les modifications nécessaires aux articles des statuts relatifs au montant du capital social et au nombre de titres qui le composent.

Article 11 - FRANCHISSEMENT DE SEUIL

Tout actionnaire, agissant seul ou de concert, sans préjudice des seuils visés à l'article L. 233-7, alinéa 1 du Code de commerce, venant à détenir directement ou indirectement 3% au moins du capital ou des droits de vote de la Société est tenu d'en informer, par lettre recommandée avec avis de réception adressée au siège social, la Société dans un délai de quinze jours à compter du franchissement de seuil de participation.

Cette déclaration doit également être faite lorsque la participation au capital devient inférieure au seuil ci-dessus mentionné.

En outre, elle devra également préciser le nombre d'actions déjà émises ou de droits de vote qu'elle

peut acquérir ou céder en vertu d'accords ou d'instruments financiers visés au b) du troisième alinéa de l'article L.233-7 du Code de commerce.

Le non-respect de déclarations de franchissement de seuils, tant légaux que statutaires, donne lieu à privation des droits de vote dans les conditions prévues par l'article L. 233-14 du Code de commerce sur demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 3 % du capital ou des droits de vote de la Société.

TITRE III

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 12 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 - Composition

La Société est administrée par un Conseil d'Administration de trois membres au moins et de dix-huit au plus sous réserve de la dérogation légale prévue en cas de fusion.

Les administrateurs sont nommés ou renouvelés dans leurs fonctions par l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui peut les révoquer à tout moment.

Toutefois, en cas de fusion ou de scission, la nomination des administrateurs peut être faite par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou des personnes morales. Les administrateurs personnes morales sont tenus lors de leur nomination de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il était administrateur en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque la personne morale révoque son représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la Société, sans délai, par lettre recommandée et de désigner selon les mêmes modalités un nouveau représentant permanent ; il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

Une personne physique ne peut exercer simultanément plus de cinq mandats d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français hormis sous les réserves, limites et conditions posées par les lois et règlements.

Tout administrateur personne physique qui lorsqu'il accède à un nouveau mandat se trouve en infraction avec les dispositions de l'alinéa précédent, doit, dans les trois mois de sa nomination, se démettre de l'un de ses mandats. A défaut, il est réputé s'être démis de son nouveau mandat.

Un salarié de la Société ne peut être nommé administrateur que si son contrat de travail est antérieur à sa nomination et correspond à un emploi effectif. Le nombre des administrateurs liés à la Société par un contrat de travail ne peut dépasser le tiers des administrateurs en fonctions.

2 - Limite d'âge - Durée des fonctions

Nul ne peut être nommé administrateur si, ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans, sa nomination a pour effet de porter à plus du tiers des membres du Conseil le nombre d'administrateurs ayant dépassé cet âge. Le nombre des administrateurs ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans ne peut excéder le tiers des membres du Conseil d'Administration. Si cette limite est atteinte, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire.

La durée des fonctions des administrateurs est de trois années. Les mandats des administrateurs en cours à la date de l'Assemblée Générale du 25 juillet 2016 sont réduits à une durée de trois ans.

Les fonctions d'administrateur prennent fin à l'issue de l'Assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat. Les administrateurs sont toujours rééligibles.

3 - Vacances - Cooptation

Le Conseil d'Administration peut procéder à des nominations à titre provisoire dans les cas et conditions prévues par la loi.

4 - Censeur

L'Assemblée Générale peut nommer un censeur auprès du Conseil d'Administration. Le mandat de censeur, toujours renouvelable, dure deux (2) ans. Si la place de censeur devient vacante dans l'intervalle de deux Assemblées, le Conseil d'Administration peut pourvoir provisoirement à son remplacement. Sa nomination est soumise à la ratification de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. Le censeur nommé en remplacement de celui dont le mandat n'est pas expiré, ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur. La limite d'âge pour l'exercice des fonctions de censeur est fixée à soixante-dix ans. Tout censeur qui atteint cette limite d'âge est réputé démissionnaire d'office lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. Le censeur est convoqué aux séances du Conseil d'Administration et prend part aux délibérations avec voix consultative. Il perçoit une rémunération dans les mêmes conditions que les administrateurs si le Conseil d'Administration le décide.

5 - Administrateurs représentant les salariés

Conformément aux dispositions des articles L. 225-27-1 à L. 225-34 du Code de commerce, le Conseil d'administration comprend, deux (2) administrateurs représentant les salariés en plus des administrateurs dont le nombre et le mode de nomination sont déterminés au paragraphe 1 du présent article.

Le nombre de ces administrateurs représentant les salariés peut être réduit à un (1) si le nombre d'administrateurs élus par l'assemblée générale des actionnaires (à l'exclusion des administrateurs représentant les salariés), est égal ou inférieur à huit (8). Les administrateurs représentant les salariés ne sont pas pris en considération lors de la détermination du nombre minimum et maximum d'administrateurs conformément au paragraphe 1 du présent article.

Les administrateurs représentant les salariés ont le droit de vote. Sous réserve des dispositions légales qui leur sont spécifiquement applicables, ils ont les mêmes droits, sont tenus aux mêmes obligations (notamment en matière de confidentialité) et ont les mêmes responsabilités que les autres membres du Conseil d'administration. Cependant, ayant des fonctions opérationnelles au sein de notre groupe, ils ne

sont pas éligibles à une rémunération spécifique en tant qu'administrateurs du Conseil.

Lorsqu'un seul administrateur est à désigner, la nomination est effectuée par le Comité Social et Économique du Groupe ou, à défaut, par le Comité Social et Économique de la Société.

Le président du Comité Social et Économique concerné convient avec son secrétaire d'inscrire à l'ordre du jour d'une réunion intervenant au plus tard six (6) mois après la modification des statuts, ou lorsque les mandats de l'administrateur représentant les salariés prennent fin, la nomination de l'administrateur représentant les salariés, remplissant les conditions requises par la loi et notamment celles définies au premier alinéa de l'article L. 225-28 et par l'article L. 225-30 du Code de commerce.

Lorsque deux administrateurs doivent être nommés, les nominations sont faites par chacune des deux organisations syndicales ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour des élections visées aux articles L. 2122-1 et L. 2122-4 du Code du travail tenues au sein de la société et de celles de ses filiales, directes ou indirectes, dont le siège social est en France.

Dans les six (6) mois suivant la modification des statuts, ou lorsque le mandat du ou des administrateurs représentant les salariés prend fin, la ou les organisations syndicales concernées sont invitées par lettre au porteur contre récépissé ou par lettre recommandée avec accusé de réception, à désigner un administrateur représentant les salariés remplissant les conditions requises par la loi et notamment celles définies au premier alinéa de l'article L. 225-28 et par l'article L. 225-30 du Code de commerce.

Dans un délai maximum de quinze (15) jours, l'organisation syndicale fait parvenir au Président du Conseil d'administration le nom et la qualité de l'administrateur représentant les salariés ainsi désigné par lettre recommandée avec accusé de réception.

La durée de leur mandat est de trois (3) ans. A l'expiration de ce mandat, le renouvellement du mandat du ou des administrateurs représentant les salariés est subordonné au maintien des conditions d'application de l'article L. 225-27-1 du Code de commerce.

Les fonctions de l'administrateur nommé en application de l'article L. 225- 27- 1 du Code de commerce prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale annuelle des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

La rupture d'un contrat de travail met fin au mandat de l'administrateur nommé en application de l'article L. 225-27-1 du Code de commerce.

Les administrateurs désignés en application de l'article L. 225-27-1 du Code de commerce peuvent être révoqués pour faute dans l'exercice de leur mandat dans les conditions de l'article L. 225-32 du Code de commerce.

Si le poste d'administrateur représentant les salariés pourvu conformément au présent article devient vacant par suite de décès, de démission, de licenciement, de rupture du contrat de travail ou pour toute autre cause, une nomination est faite dans les mêmes conditions. Le mandat de l'administrateur ainsi nommé prend fin à l'expiration du mandat normal de tous les autres administrateurs nommés conformément à l'article L.225-27-1 du Code de commerce.

L'annulation éventuelle de la nomination d'un administrateur représentant les salariés n'annule pas les délibérations auxquelles l'administrateur dont la nomination était illégale a pu prendre part.

Article 13 - ACTIONS D'ADMINISTRATEURS

Conformément à l'article L.225-25 du Code de commerce, toute personne physique ou morale peut être nommée administrateur de la Société, sans qu'il soit besoin qu'elle détienne une ou plusieurs actions de la Société.

Article 14 - BUREAU DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration élit, parmi ses membres personnes physiques, un Président dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder la durée de son mandat d'administrateur.

Le Président du Conseil d'Administration ne doit pas être âgé de plus de soixante-dix ans. S'il vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Conseil peut nommer, à chaque séance, un secrétaire, même en dehors de ses membres.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président, le Conseil désigne à chaque séance celui de ses membres présents qui doit présider la séance.

Article 15 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

1 - Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation du Président.

Le Directeur Général ou la moitié au moins des membres du Conseil d'Administration peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

En outre, lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, le tiers au moins des membres du Conseil d'Administration peut demander au Président de convoquer le Conseil sur un ordre du jour déterminé par ces administrateurs.

Dans ces deux derniers cas, le Président est lié par les demandes qui lui sont adressées et doit procéder à la convocation du Conseil d'Administration sur l'ordre du jour déterminé.

La réunion a lieu soit au siège social, soit dans tout autre endroit indiqué dans la convocation, y compris à l'étranger. Les modalités de convocation du Conseil d'Administration sont prévues au règlement intérieur du Conseil d'Administration.

Il est tenu un registre de présence qui est signé par les administrateurs participant à la séance du Conseil d'Administration.

Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des administrateurs est nécessaire. Toutefois, les administrateurs assistant à la séance par moyens de visioconférence ou de télécommunication sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, dans les conditions prévues par les lois et règlements applicables.

Un administrateur peut donner, même par lettre ou télécopie, mandat à un autre administrateur de le représenter. Chaque administrateur ne peut disposer, au cours d'une même séance, que d'une seule procuration.

2 - Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés. La voix du Président n'est pas prépondérante.

3 - Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux établis conformément aux dispositions légales en vigueur, et signés par le président de séance et par un administrateur ou, en cas d'empêchement du président de séance, par deux administrateurs, sans que l'omission de cette formalité puisse entraîner la nullité des décisions prises.

Le procès-verbal de la séance indique le nom des administrateurs, présents, réputés présents au sens de l'article L. 225-37 du Code de Commerce, excusés ou absents. Il fait état de la présence ou de l'absence des personnes convoquées à la réunion du Conseil d'Administration en vertu d'une disposition légale et de la présence de toute autre personne ayant assisté à tout ou partie de la réunion. Il fait également état de la survenance éventuelle d'un incident technique relatif à la visioconférence ou la télécommunication lorsqu'il a perturbé le déroulement de la séance.

Les copies ou extraits de procès-verbaux des délibérations sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général, l'administrateur délégué temporairement dans les fonctions de Président ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

Les administrateurs, comme toute personne appelée à assister aux réunions du Conseil, sont tenus à la discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et signalées comme telles par le Président de séance.

4 - Nonobstant toute disposition contraire, le Conseil d'Administration pourra également prendre des décisions par voie de consultation écrite des administrateurs dans les conditions fixées par la réglementation applicable.

Article 16 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 - Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre, conformément à son intérêt social, en prenant en considération les enjeux sociaux et environnementaux de son activité. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle les affaires qui la concernent. A cet effet, le Président représente le Conseil d'Administration ; en outre, celui-ci peut consentir à tous mandataires de son choix des délégations de pouvoirs.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.

Article 17 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS - SIGNATURE SOCIALE

1 - La direction générale de la Société est assumée, sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique, administrateur ou non, nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Conformément à l'article L. 225-55 du Code de commerce, la durée des fonctions du Directeur Général est déterminée par le Conseil d'administration. Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur Général assume les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration choisit entre les deux modalités d'exercice de la direction générale. Il délibère dans les conditions visées à l'article 15.2 des statuts. Toutefois, en cas de partage des voix, celle du Président de séance n'est pas prépondérante.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'Administration et au Président du Conseil d'Administration ainsi que des décisions soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration en vertu du règlement intérieur du Conseil d'Administration, le Directeur Général est investi, dans la limite de l'objet social, des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

Le Directeur Général est soumis aux dispositions de l'article L. 225-94-1 du Code de commerce relatives à l'exercice simultané de mandats de directeur général, de membre du directoire, de directeur général unique, d'administrateur ou de membre du conseil de surveillance de sociétés anonymes ayant leur siège sur le territoire français.

2 - Sur proposition du Directeur Général, le Conseil peut nommer une ou plusieurs personnes physiques, sans que leur nombre ne puisse dépasser cinq, chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué.

3 - Les Directeurs Généraux Délégués ont mandat d'assister le Directeur Général auquel ils rendent compte des actes de leur gestion et, à cet effet, ils sont investis de pouvoirs dont l'étendue et la durée sont déterminées par le Conseil en accord avec le Directeur Général. A l'égard des tiers, ils disposent chacun des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

En cas de décès, démission ou révocation du Directeur Général, le ou les Directeurs Généraux Délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

Le ou les Directeurs Généraux Délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration, sur proposition du Directeur Général.

4 - Le Directeur Général ou chacun des Directeurs Généraux Délégués sont autorisés à consentir des subdélégations ou substitutions de pouvoirs pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées.

Article 18 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS, DU PRESIDENT, DES DIRECTEURS GENERAUX ET DES MANDATAIRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1 - L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs et au censeur, en rémunération de leur activité, une somme fixe annuelle, à titre de jetons de présence. Le Conseil d'Administration décide du versement ou non d'une rémunération au censeur et répartit cette rémunération librement entre ses membres.

Lorsque le Conseil d'Administration n'est pas composé conformément au premier alinéa de l'article L. 225-18-1 du Code de commerce, le versement de la rémunération prévue au paragraphe qui précède est suspendu. Le versement est rétabli lorsque la composition du Conseil d'Administration devient régulière, incluant l'arriéré depuis la suspension.

2 - La rémunération du Président du Conseil d'Administration et celle du Directeur Général et, le cas échéant, du ou des Directeur(s) Général(aux) Délégué(s), est déterminée par le Conseil d'Administration conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables.

3 – Dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires applicables, il peut être alloué par le Conseil d'Administration des rémunérations exceptionnelles pour les missions ou mandats confiés à des administrateurs ; dans ce cas, ces rémunérations portées aux charges d'exploitation sont soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire dans les conditions prévues à l'article 23 des statuts.

Article 19 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Toute convention intervenant directement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués, l'un de ses administrateurs ou l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, puis, sur rapport spécial des Commissaires aux Comptes, à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée.

Ces dispositions sont également applicables aux conventions intervenant entre la Société et une autre entreprise, si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance, ou, de façon générale, dirigeant de cette entreprise, sous réserve des exceptions prévues par la loi.

Conformément à l'article L. 225-39 du Code de commerce, les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales, ni aux conventions conclues entre deux sociétés dont l'une détient, directement ou indirectement, la totalité du capital de l'autre (le cas échéant déduction faite du nombre minimum d'actions requis pour satisfaire aux exigences de l'article 1832 du code civil ou des articles L. 225- 1 et L. 226-1 du Code de commerce.

Conformément à l'article L. 225-40 du Code de commerce, la personne directement ou indirectement intéressée est tenue d'informer le Conseil d'administration, dès qu'elle a connaissance d'une convention à laquelle l'article L225-38 du Code de commerce est applicable. Elle ne peut prendre part ni aux délibérations ni au vote sur l'autorisation sollicitée. Le Président du Conseil d'administration donne avis aux Commissaires aux Comptes de toutes les conventions autorisées et conclues et soumet celles-ci à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire. Les Commissaires aux Comptes présentent, sur ces conventions, un rapport spécial à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui statue sur ce rapport. La personne directement ou indirectement intéressée ne peut pas prendre part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Article 20 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi.

Ils ont pour mission permanente, à l'exclusion de toute immixtion dans la gestion, de vérifier les livres et les valeurs de la Société et de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux.

TITRE IV

ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Article 21 - REUNION DES ASSEMBLEES

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en Assemblées Générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires, d'extraordinaires ou de spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

1- Les Assemblées Générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée, soit par un avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du siège social, soit par lettre recommandée ou par lettre simple adressée à chaque actionnaire.

Lorsque l'Assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées six jours au moins à l'avance, dans les mêmes formes que la première. L'avis et les lettres de convocation de cette seconde Assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

2 - L'ordre du jour de l'Assemblée figure sur les avis et lettres de convocation ; il est arrêté par l'auteur de la convocation.

L'Assemblée ne peut délibérer que sur les questions figurant à son ordre du jour lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation ; néanmoins, elle peut, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs administrateurs et procéder à leur remplacement.

Un ou plusieurs actionnaires représentant au moins la quotité du capital prévue par la loi, et agissant dans les conditions et délais légaux, ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolutions.

3 - Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire ou de prendre part aux votes par correspondance dans les conditions légales et réglementaires.

Tout actionnaire peut se faire représenter par toute personne de son choix, conformément à l'article L.225-106 du Code de commerce. Lorsque l'actionnaire se fait représenter par une personne autre que son conjoint ou le partenaire avec lequel il a conclu un pacte civil de solidarité, il est informé par son mandataire de tout fait lui permettant de mesurer le risque que ce dernier poursuive un intérêt autre que le sien.

Tout actionnaire peut voter par correspondance dans les conditions prévues par la loi.

Le Conseil d'Administration peut décider que le vote qui intervient pendant l'Assemblée peut être exprimé par télétransmission ou par visioconférence dans les conditions fixées par la réglementation, étant précisé que seront alors réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité les actionnaires qui participent à l'assemblée par ces moyens. Cette possibilité devra être mentionnée dans la convocation.

Les actionnaires peuvent, dans les conditions fixées par les lois et les règlements, adresser leur formule de procuration et de vote par correspondance concernant toute Assemblée Générale, soit sous forme d'un formulaire papier retourné à la Société, au siège social, trois jours au moins avant la date de la réunion, soit, sur décision du Conseil mentionnée dans l'avis de convocation, par télétransmission effectuée trois jours au moins avant la date de la réunion.

La présence de l'actionnaire à l'Assemblée, qu'elle soit physique ou, si la possibilité en a été offerte, par télétransmission ou visioconférence, annule tout vote par correspondance antérieurement émis et/ou toute procuration antérieurement donnée par cet actionnaire.

Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les personnes physiques représentant des personnes morales actionnaires prennent part aux Assemblées, qu'ils soient ou non personnellement actionnaires.

4 - A chaque Assemblée est tenue une feuille de présence contenant les indications prescrites par la loi. Cette feuille de présence, dûment émargée par les actionnaires ainsi que par les mandataires, et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance, est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

Les Assemblées sont présidées par le Président du Conseil d'Administration. En son absence ou à défaut par le Conseil d'avoir habilité un autre de ses membres parmi les présents à l'effet de présider l'Assemblée, celle-ci élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres de l'Assemblée, présents et acceptant ces fonctions, qui disposent par eux-mêmes ou comme mandataires, du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne le secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires.

Les membres du bureau ont pour mission de vérifier, certifier et signer la feuille de présence, de veiller à la bonne tenue des débats, de régler les incidents de séance, de contrôler les votes émis, d'en assurer la régularité et de veiller à l'établissement du procès-verbal.

Les procès-verbaux sont dressés et les copies ou extraits des délibérations sont délivrés et certifiés conformément à la loi.

Article 22 - QUORUM - VOTE

Un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent est attribué à compter du 31 août 2000 à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative depuis 2 ans au moins au nom du même actionnaire.

En outre, en cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfice ou prime d'émission,

le droit de vote double est conféré dès leur émission aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

Article 23 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes décisions excédant les pouvoirs du Conseil d'Administration et qui ne sont pas réservées à l'Assemblée Générale Extraordinaire.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les six mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice.

Elle ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, ou par télétransmission ou visioconférence, possèdent au moins le cinquième des actions ayant le droit de vote.

Aucun quorum n'est requis sur deuxième convocation.

Elle statue à la majorité des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Article 24 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la Société en société d'une autre forme, civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des actionnaires, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut délibérer valablement que si les actionnaires présents ou représentés, ou votant par correspondance, ou par télétransmission ou visioconférence, possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à la date de première convocation.

L'Assemblée Générale Extraordinaire statue à la majorité des deux tiers des voix exprimées par les actionnaires présents ou représentés. Les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote, s'est abstenu ou a voté blanc ou nul.

Article 25 - ASSEMBLEES SPECIALES

Les titulaires d'actions de préférence sont réunis en assemblée spéciale pour tout projet de modification des droits attachés aux actions de préférence, étant précisé que les décisions collectives qui relèvent de la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire ou de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société ne sont pas soumises à l'approbation de l'assemblée spéciale. A toutes fins utiles, il est précisé que ne seront pas soumis à l'approbation des assemblées spéciales des titulaires d'actions de préférence existantes, sans que cette liste ne soit limitative :

- La conversion des ADP 2 en application de l'article 10.3.2 des présents statuts, et
- Les rachats et/ou annulation d'actions s'inscrivant dans le cadre (i) d'un rachat des actions de

préférence par la Société en application de l'article 10.3.3 des présents statuts, (ii) de la mise en œuvre des programmes de rachat d'actions dans les conditions prévues par les articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et (iii) d'une offre publique de rachat sur les actions ordinaires ou toute catégorie d'actions de préférence.

En revanche, conformément aux dispositions de l'article L. 228-17 du Code de commerce, sera soumis à l'approbation de toute assemblée spéciale concernée, tout projet de fusion ou scission de la Société dans le cadre duquel les actions de préférence ne pourraient pas être échangées contre des actions comportant des droits particuliers équivalents.

Les assemblées spéciales ne délibèrent valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions de préférence ayant le droit de vote. Elles statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les titulaires d'actions de préférence d'une même catégorie, présents ou représentés.

En cas de modification ou d'amortissement du capital, les droits des titulaires d'actions de préférence seront, le cas échéant, ajustés de manière à préserver leurs droits en application de l'article L.228-99 du Code de commerce.

TITRE V

EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 26 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale est définie à l'article 1.

Article 27 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi et aux usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de Commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties données par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Il établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Conseil d'Administration établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

Article 28 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Sur le bénéfice de chaque exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, sont tout d'abord prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi. Ainsi, il est prélevé 5 p.100 pour constituer le fond de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fond atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de cette fraction.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'Assemblée Générale prélève, ensuite, les sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti entre toutes les actions proportionnellement à leur montant libéré et non amorti.

Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'Assemblée Générale, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 29 - MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'Assemblée Générale, ou à défaut, par le Conseil d'Administration.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des actionnaires aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI

PERTES GRAVES - ACHAT PAR LA SOCIETE TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 30 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les actionnaires n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 31 - ACHAT PAR LA SOCIETE D'UN BIEN APPARTENANT A UN ACTIONNAIRE

Lorsque la Société, dans les deux ans suivant son immatriculation, acquiert un bien appartenant à un actionnaire et dont la valeur est au moins égale à un dixième du capital social, un Commissaire, chargé d'apprécier, sous sa responsabilité, la valeur de ce bien, est désigné par décision de justice à la demande du Président du Conseil d'Administration.

Le rapport du Commissaire est mis à la disposition des actionnaires. L'Assemblée Générale Ordinaire statue sur l'évaluation du bien, à peine de nullité de l'acquisition.

Le vendeur n'a voix délibérative, ni pour lui-même ni comme mandataire.

Ces dispositions ne sont pas applicables lorsque l'acquisition est faite en Bourse ou sous le contrôle d'une autorité judiciaire ou dans le cadre des opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Article 32 - TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les actionnaires les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en société en nom collectif nécessite l'accord de tous les associés ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les actionnaires devenant associés commandités.

La transformation en société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

Article 33 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Hors les cas de dissolution judiciaire prévue par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'Assemblée Générale des actionnaires peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

En cas de réunion de toutes les actions en une seule main, la décision éventuelle de dissolution qu'elle soit volontaire ou judiciaire, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

TITRE VII

CONTESTATIONS

Article 34 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever au cours de l'existence de SOITEC ou lors de sa liquidation soit entre les actionnaires, soit entre les actionnaires et SOITEC, à raison des présents statuts seront jugés conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

SOITEC

A French joint-stock corporation (French *Société Anonyme*)

with a share capital of Euros 70,276,054.00

Registered office: Parc Technologique des Fontaines

Chemin des Franques

38190 Bernin (France)

Grenoble Trade and Companies Register number: 384 711 909

BY-LAWS

Updated on January 10th, 2022.

DocuSigned by:
Paul BODRE
F153BBC64FDA45F...

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

TITLE I

LEGAL FORM - NAME - PURPOSE – REGISTERED OFFICE - TERM

Preliminary Article – Corporate mission

The corporate mission of the Company is: “We are the innovative soil from which smart and energy efficient electronics grow into amazing and sustainable life experiences”.

Article 1 – LEGAL FORM - NAME - TERM – FISCAL YEAR

The Company called Soitec is a French joint-stock corporation with a Board of Directors (French *Société Anonyme à Conseil d’administration*) governed by the existing and future legal and regulatory provisions which apply to companies whose shares are admitted to trading on a regulated market, as well as these by-laws.

The term of the Company is set at 80 years, except in the event of early dissolution or if the term is extended.

Its trade name is "SOITEC" or "Soitec".

The Company's fiscal year shall begin on 1 April and end on 31 March.

Article 2 – PURPOSE

The Company's purpose, in France and in all countries is:

- To develop, research, manufacture and market materials for the microelectronics sector and for the industry as a whole;
- To provide diverse technological assistance, developing specific machines and applications;
- To perform any industrial and commercial transactions relating to:
 - The creation, acquisition, leasing, taking under lease management of all goodwill, the leasing, installation, operation of all establishments, goodwill, factories, workshops, relating to one of these specified activities.
 - The seizing, acquisition, operation or sale of any processes and patents concerning said activities.
 - The direct or indirect involvement of the Company in any financial, movable or immovable transactions or commercial or industrial companies which might be linked to the corporate purpose or to any similar or related purpose.
- Any transactions contributing towards the achievement of said purpose.

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

Article 3 – REGISTERED OFFICE

The registered office of the Company is located in France at Bernin (38190), Parc Technologique des Fontaines, Chemin des Franques.

It may be transferred to any location in the same French county (*département*) or a neighboring county (*département*), by simple decision of the Board of Directors, subject to ratification of this decision by the next Ordinary General Meeting of shareholders and anywhere else pursuant to a decision of the Extraordinary General Meeting of shareholders; subject to the legal provisions in force.

The Board of Directors is entitled to create agencies, factories or branch offices wherever it deems useful.

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

TITLE II

CAPITAL - SHARES

Article 4 – SHARE CAPITAL

The share capital is set at seventy million three hundred thousand and one hundred and sixty euros (EUR 70,301,160). It is divided into:

- i. thirty-four million eight hundred ninety-seven thousand thirteen (34,897,013) ordinary shares with a nominal value of two euros (EUR 2.00) each, fully subscribed and paid up,
- ii. two hundred and fifty-three thousand five hundred sixty seven (253,567) class 2 preferred shares with a nominal value of two euros (EUR 2.00) each, fully subscribed and paid up.

Article 5 – CHANGES TO THE SHARE CAPITAL

I – Only the Extraordinary Shareholders' General Meeting shall be competent to decide or to authorize a capital increase based on the report of the Board of Directors.

If the capital increase is performed through the incorporation of reserves, profits or issue premiums, the Shareholders' General Meeting shall rule under the quorum and majority conditions established by the Ordinary Shareholders' General Meetings.

The capital must be fully paid prior to any issuance of new shares to be paid in cash, otherwise the transaction shall be invalid.

The value of the contributions in kind must be assessed by one or several contribution appraisers; at the request of the President of the French Commercial Court.

The Extraordinary Shareholders' General Meeting may delegate the necessary powers to the Board of Directors, which in turn may sub-delegate said powers to the Chairman, to perform the capital increase, in one or several installments, to determine the terms of the procedure, perform its implementation and amend the by-laws accordingly.

II – The Extraordinary Shareholders' General Meeting may also decide on or authorize a capital decrease for any reason and in any manner whatsoever, in particular due to losses or through the redemption or partial buy-back of shares, the reduction of the number of shares or their nominal value, all within the limits and subject to the conditions provided by law, and the capital decrease may not adversely affect shareholder equality under any circumstances.

The Extraordinary Shareholders' General Meeting may delegate the necessary powers to the Board of Directors, which in turn may sub-delegate said powers to the Chairman, to perform the capital increase and amend the by-laws accordingly.

Article 6 – PAYMENT OF SHARES

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

At least a quarter of the nominal value of shares subscribed in cash must be paid up upon their subscription and, if applicable, the full issue premium.

The remainder must be paid in one or several installments by decision of the Board of Directors within a period of 5 years from the effective date of the capital increase.

Subscribers shall be informed of calls for funds by registered letter with acknowledgment of receipt sent at least 15 days prior to the date set for each payment. Payments are to be made at the registered office or at any other place indicated for this purpose.

Any delay in the payment of the amounts due for the unpaid amount of the shares shall automatically and without the need for any further formalities, give rise to the payment of interest at the legal rate, from the due date of the payment, without prejudice to any personal action that the Company may bring against the defaulting shareholder and the enforcement measures provided by law.

Article 7 – FORM OF THE SHARES

Ordinary shares, fully paid up, can be registered or bearer shares, at the option of the shareholder, subject to applicable legal and regulatory provisions. They are recorded in a shareholder's account in accordance with applicable legal and regulatory terms and conditions. Preference shares are registered shares, recorded in an account opened by the Company in the name of the shareholder under the conditions set out by applicable laws and regulations.

The Company or its representative may, at any time, take the necessary steps to identify the holders of shares or securities granting the right to vote, either immediately or at a future date, at its Shareholders' General Meetings, in accordance with the regulations.

Article 8 – INDIVISIBILITY OF SHARES

Shares are indivisible with respect to the Company. Joint owners of undivided shares are represented at the Shareholders' General Meetings by one of them or by a joint representative of their choice. If they do not reach an agreement regarding the appointment of a representative, said representative shall be appointed by order of the President of the French Commercial Court ruling in summary proceedings at the request of the most diligent joint owner.

The voting rights attached to the shares belong to the beneficial owner in the Ordinary Shareholders' General Meetings and to the bare owner in the Extraordinary Shareholders' General Meetings. However, the Shareholders may agree on any other distribution for the exercise of voting rights at the Shareholders' General Meetings among themselves. In such case, they must bring their agreement to the Company's attention by registered letter addressed to the registered office, with the Company being required to respect said agreement for any Shareholders' General Meeting held following the expiry of a one-month period after the date on which the registered letter was sent, as evidenced by the postmark.

The right of the shareholder to receive corporate documents or to consult said documents may also be exercised by each of the joint owners of undivided shares, by the beneficial owner and by the bare owner of rights.

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

Article 9 – SALE OF SHARES

Ordinary shares are transferred between accounts according to the terms and conditions as provided by applicable legal and regulatory provisions.

The PS 2 cannot be transferred before the earliest of the three following dates: (i) the Conversion Date, (ii) the Repurchase Date and (iii) July 26, 2029, unless converted early in the case of death or a Complex Major External Growth Transaction or a Substantial Equity Investment.

Article 10 – RIGHTS AND OBLIGATIONS ATTACHED TO SHARES

10.1 - Provisions applicable to both ordinary and preference shares

Every shareholder has the right to be informed of the Company's business and to receive certain Company documents at certain times and under the conditions set out by law and these by-laws.

Shareholders are only liable for Company losses up to the limit of their contributions.

Subject to statutory provisions and these by-laws, a majority vote cannot compel them to increase their commitments. The rights and obligations attached to a share follow said share into whichever hands it falls.

Share possession implies, as of right, support for the decisions made by the General Meeting and these by-laws.

The heirs, creditors, successors or other representatives of a shareholder cannot, under any pretext whatsoever, require Company's assets or documents to be sealed, request that these assets be divided or sold, or interfere with the running of the Company. To exercise their rights, they must refer to corporate records and resolutions of the General Meeting.

Every time that a certain number of shares is required to exercise any right whatsoever, in case of an exchange, pooling or allotment of shares, or in case of an increase or reduction in share capital, a merger, or any other operation, those shareholders with less than the required number of shares can only exercise their rights if they personally ensure that they have the required number of shares.

10.2 - Rights attached to ordinary shares

Each ordinary share confers the right to the profits and ownership of the corporate assets in proportion to the amount of share capital represented by said share and confers the right to vote and to be represented at General Meetings, according to the conditions set forth by law and in these by-laws.

Assignment shall include all dividends that are due and/or paid and/or to become due, as well as any share in the reserve funds, unless the Company is informed otherwise.

10.3 – Rights attached to PS 2

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

10.3.1- General provisions applicable to PS 2

The PS 2 and the rights of their holders are governed by the applicable provisions of the French Commercial Code, in particular, Articles L. 228- 11 et seq.

The PS 2 grant the holder a voting right identical to that of an ordinary share at General Meetings.

PS 2 bear dividends and the same right to the liquidation payout as ordinary shares, and carry preferential subscription rights in the event of a capital increase or any transaction with preferential subscription rights to new ordinary shares in the Company;

Dividend and liquidation bonus rights attached to the PS 2 and identical to that of ordinary shares shall be extended to the earlier of the following two dates: (i) the Conversion Date or (ii) the Repurchase Date.

10.3.2- Conversion of PS 2

All PS 2 issued or to be issued at the Conversion Date (as defined below) may be converted into a variable number of ordinary shares in the Company, depending on the achievement of targets based on the EBITDA, Revenue and Total Shareholder Return (**TSR**) criteria as detailed below; the total number of ordinary shares resulting from the PS 2 conversion, provided that the performance targets have been achieved, cannot under any circumstances be higher than a number of ordinary shares calculated as follows (the “**Max OS**”):

$$\text{Max OS} = 3.75\% \times \text{OS Capital}$$

where:

“**OS Capital**” means all of the ordinary shares that make up the share capital of the Company as of the date of the Shareholders’ General Meeting of July 26, 2019, plus the ordinary shares created as a result of (i) free share allocation plans applicable as of the date of the Shareholders’ General Meeting of July 26, 2019, (ii) the conversion of the PS 1, and (iii) the conversion of the PS 2, with it being stipulated that this ceiling has been set without taking into account any legal, regulatory, or contractual adjustments necessary for the protection of the rights of beneficiaries of PS 2.

The maximum number of PS 2 that can be issued shall be calculated by the Board of Directors and be equal to the total value of the PS 2 as calculated by an independent appraiser, divided by the unit price per PS 2 (the “**Max PS 2**”) and cannot in any case be greater than 600,000, it being stipulated that this cap has been set without taking into account any legal, regulatory, or contractual adjustments necessary for the protection of the rights of beneficiaries of PS 2.

Subject to the early conversions provided for in this article, the date of the PS 2 conversion into new or existing ordinary shares in the Company (the “**Conversion Date**”) shall be set by the Board of Directors; the Conversion Date must be no later than the one hundred and eightieth (180th) calendar day following the Shareholders’ General Meeting’s approval of the Group consolidated financial statements for the fiscal year ending on March 31, 2022.

The Board of Directors is authorized to temporarily suspend conversion rights.

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

The conversion ratio used to calculate the number of ordinary shares resulting from the conversion of existing PS 2 at the Conversion Date will be determined by the Board of Directors and based on three targets as follows:

i. Rate of achievement of the EBITDA target

The rate of achievement of the EBITDA target is determined based on the Group's consolidated EBITDA presented in the consolidated financial statements for the financial year ending March 31, 2022 ("**2022 EBITDA**") as follows,

- (i) the rate of achievement of the EBITDA target will be zero percent (0%) if 2022 EBITDA is strictly less than two hundred and five million euros (€205,000,000),
- (ii) the rate of achievement of the EBITDA target will be fifty percent (50%) if 2022 EBITDA is strictly equal to two hundred and five million euros (€205,000,000),
- (iii) the rate of achievement of the EBITDA target will be one hundred percent (100%) if 2022 EBITDA is strictly equal to or greater than three hundred and ten million euros (€310,000,000),

it being specified that (a) the rate of achievement of the EBITDA target shall be determined by linear interpolation if 2022 EBITDA falls between the levels indicated above, that (b) the achievement of the targets described in this section (i) shall be determined on the basis of a constant exchange rate set at one euro (€1.00) for one U.S. dollar and thirteen cents (USD 1.13), and (c) that in the event of any change in IFRS having an impact (negative or positive) on the achievement of the targets set out in this section (i), the Board of Directors shall take all measures necessary in order to neutralize this impact.

ii. Rate of achievement of the revenue target

The rate of achievement of the revenue target is determined based on the Group's consolidated revenues presented in the consolidated financial statements for the year ending March 31, 2022 ("**2022 Revenue**"), it being specified that:

- (i) the rate of achievement of the revenue target will be zero percent (0%) if 2022 Revenue is strictly less than seven hundred and seventy-one million U.S. dollars (\$771,000,000),
- (ii) the rate of achievement of the revenue target will be fifty percent (50%) if 2022 Revenue is strictly equal to seven hundred and seventy-one million U.S. dollars (\$771,000,000),
- (iii) the rate of achievement of the revenue target will be one hundred percent (100%) if 2022 Revenue is strictly equal to or greater than one billion, one hundred and twenty-nine million U.S. dollars (\$1,129,000,000),

it being specified that (a) the rate of achievement of the revenue target shall be determined by linear interpolation if 2022 Revenue falls between the levels indicated above, that (b) the achievement of the targets described in this section (ii) shall be determined on the basis of a constant exchange rate set at one euro (€1.00) for one U.S. dollar and thirteen cents (USD 1.13), and (c) that in the event of any change in IFRS having an impact (negative or positive) on the achievement of the targets set out in this section (ii), the Board of Directors shall take all measures necessary in order to neutralize this impact.

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

iii. *Rate of achievement of the Company's total shareholder return ("TSR") target*

The rate of achievement of the TSR target shall be determined based on the respective performance of the TSR of the Company's ordinary share and the Euro Stoxx 600 Technology index between July 26, 2019 and the publication date of the Group consolidated financial statements for the year ending on March 31, 2022 as follows:

- (i) the rate of achievement of the TSR target will be zero percent (0%) if the TSR of the Company's share is strictly less than eighty percent (80.00%) of the Euro Stoxx 600 Technology index performance,
- (ii) the rate of achievement of the TSR target will be one hundred percent (100%) if the TSR of the Company's share is strictly greater than or equal to one hundred and twenty percent (120.00%) of the Euro Stoxx 600 Technology index performance,

it being specified that the rate of achievement of the TSR target will be determined via linear interpolation if the TSR of the Company share falls between the levels indicated above.

The TSR of the Company's shares will be determined as follows:

$$\frac{\text{Final Reference Price} + \text{Dividends} - \text{Initial Reference Price}}{\text{Initial Reference Price}}$$

where:

- the Initial Reference Price is the average of the last twenty (20) closing prices of the Company's ordinary share before the General Meeting of July 26, 2019,
- Dividends are equal to the dividends paid during the period in question,
- the Final Reference Price is the average of the last twenty (20) closing prices of the Company's ordinary share following the publication date of the Group's consolidated financial statements for the year ending March 31, 2022.

If the Euro Stoxx 600 Technology index no longer exists, the Board of Directors may decide or delegate the decision to replace it with any substitute index that, in the Board's opinion, would be suitable for assessing TSR performance;

The conversion ratio, stated as the total number of ordinary shares in the Company resulting from the conversion of all PS 2 issued or to be issued (the "Conversion Ratio") shall be calculated using the following formula:

$$\text{Conversion Ratio} = \text{Max OS} \times \text{Actual PS 2} / \text{Max PS 2} \times \text{Achievement Rate}$$

where:

- "**Max OS**" is as defined above,
- "**Max PS 2**" is as defined above,
- "**Actual PS 2**" means the maximum number of PS 2 issued and to be issued as of the Conversion Date,
- "**Rate of Achievement**" means the global rate of achievement of those targets described in (i), (ii) and (iii) above and calculated using the following formula:

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

$$\text{Rate of Achievement} = 1/3 \times (\text{EBITDA Rate} + \text{Revenue Rate} + \text{TSR Rate})$$

- “**EBITDA Rate**” is the rate of achievement of the EBITDA calculated in accordance with the detailed methods set out in (i) above, it being stipulated that (x) in the event of the achievement of a theoretical Revenue Rate of between 100% and 110% (calculated on a linear basis), and (y) in the event of the achievement of an EBITDA Rate of between 80% and 100%, the EBITDA Rate shall then be increased by that fraction of the theoretical Revenue Rate percentage falling between 100% and 110% without this resulting in an EBITDA Rate in excess of 100%,
- “**Revenue Rate**” is the rate of achievement of revenues calculated in accordance with the detailed methods set out in (ii) above, it being stipulated that (x) in the event of the achievement of a theoretical EBITDA Rate of between 100% and 110% (calculated on a linear basis), and (y) in the event of the achievement of a Revenue Rate of between 80% and 100%, the Revenue Rate shall then be increased by the fraction of the theoretical EBITDA Rate percentage falling between 100% and 110% without this resulting in a Revenue Rate in excess of 100%,
- **TSR Rate** is the rate of achievement of the TSR target, according to the terms set out in (iii) above.

The number of ordinary shares resulting from the conversion must be determined for each PS 2 holder by applying the Conversion Ratio to the number of PS 2 held by each holder on the Conversion Date over the number of Actual PS 2 on this date.

If the total number of ordinary shares to be received by a PS 2 holder by applying the Conversion Ratio to the number of PS 2 they hold is not a whole number, the holder will receive the immediately lower number of ordinary shares.

All ordinary shares resulting from the conversion of PS 2 will be the same as outstanding ordinary shares at the Conversion Date and will bear dividends with immediate effect.

As an exception in the event of the death of a holder of PS 2 prior to the Date of Conversion, the PS 2 held by the deceased may, at the request of the heir(s) or other beneficiaries of the deceased, and within a maximum of six (6) months following the death, be converted in advance (the “Date of Early Conversion”) into a number of ordinary shares in the Company calculated by applying the Conversion Ratio set out above to the number of PS 2 held by the deceased on the Date of Early Conversion over the number of Actual PS 2 on the Date of Early Conversion, considering however that:

- the Rate of Achievement is equal to 1, and that
- the number of Actual PS 2 means the maximum number of PS 2 issued or to be issued on the Date of Early Conversion (considering in particular any potential condition regarding continued employment stipulated in the context of any free allocation of PS 2 as being met).

The Company’s Board of Directors may, in the event of a Simple External Growth Transaction, a divestment or exceptional capital expenditure (CAPEX) lower or higher than that set out in the business plan, make adjustments to performance objectives as follows:

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

- i. the revenue and EBITDA levels presented in the Group's consolidated financial statements for the fiscal year ending on March 31, 2022 will be restated to neutralize the impact of these operations, and
- ii. TSR targets will remain unchanged,

with “**Simple External Growth Transaction**”, which shall mean any acquisition transaction not classified as a Complex Major External Growth Transaction,

In the event of a Complex Major External Growth Transaction or Substantial Equity Investment:

- a) the Conversion Ratio will be determined on the date of the Complex Major Acquisition or Substantial Investment, mutatis mutandis, it being specified that the Rate of Achievement shall have the meaning set out above, except that:
 - the Revenue Rate and the EBITDA Rate (i) shall be determined based on the last consolidated financial statements available at the date of the Complex Major External Growth Transaction or of the Substantial Equity Investment and (ii) shall be assessed based on the EBITDA and Revenue targets calculated on the date of such financial statements, prorata temporis and by linear interpolation between (i) the Group consolidated EBITDA or Revenue level (as the case may be) as presented in the Group's consolidated financial statements for the fiscal year ending on March 31, 2019 and (ii) firstly (x) the 2022 EBITDA and 2022 Revenue targets enabling an EBITDA Rate and Revenue Rate, as applicable, of 50% to be achieved, and secondly (y) the 2022 EBITDA and 2022 Revenue targets enabling an EBITDA Rate and Revenue Rate of 100%, as applicable, to be achieved,
 - the TSR Rate (i) will be assessed on the date of the Complex Major External Growth Transaction or of the Substantial Equity Investment, as the case may be, and (ii) by taking as the Final Reference Price, as applicable, either the exchange ratio approved for a Complex Major External Growth Transaction, or the price offered by the third party as part of a Substantial Equity Investment,
 - the number of Actual PS 2 means the maximum number of PS 2 issued or to be issued on the Conversion Date defined in paragraph b) below (considering any potential condition regarding continued employment stipulated in the context of any free allocation of PS 2 to be fulfilled).

with:

- “**Complex Major External Growth Transaction**” which means any acquisition completed via merger by absorption,
- “**Substantial Equity Investments**” means any public takeover or exchange bid launched with regard to the Company's shares, further (i) to the transfer by one or several Strategic Investor(s) of their ordinary shares in the Company to the initiator of the bid or to whom this Strategic Investor(s) may have contributed their ordinary shares in the Company or (ii) to the acquisition of an equity interest resulting in the initiator of the bid crossing the threshold of 30% of the share capital or voting rights of the Company,
- “**Strategic Investor**” refers to Bpifrance Participations, CEA Investissement and NSIG Sunrise S.à.r.l taken individually.

- b) as an exception, the PS 2 may be converted as follows:

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

- if the date of the Complex Major External Growth Transaction or of the Substantial Equity Investment falls prior to the date of the Shareholders' General Meeting called to approve the Group's consolidated financial statements for the fiscal year ending on March 31, 2021, then (i) seventy-five percent (75%) of the PS 2 issued or to be issued shall be converted into ordinary shares within six (6) months following the date of the Shareholders' General Meeting approving the Group's consolidated financial statements for the fiscal year ending on March 31, 2021, and (ii) the remaining twenty-five percent (25%) shall be converted on the Conversion Date,
- if the date of the Complex Major External Growth Transaction or of the Substantial Equity Investment falls between the date of the Shareholders' General Meeting called to approve the Group's consolidated financial statements for the fiscal year ending on March 31, 2021 and the date of the Shareholders' General Meeting approving the Group's consolidated financial statements for the fiscal year ending March 31, 2022, then (i) seventy-five percent (75%) of the PS 2 issued or to be issued shall be converted into ordinary shares within two (2) months following the date of completion of the Complex Major External Growth Transaction or of the Substantial Equity Investment, as applicable, and (ii) the remaining twenty-five percent (25%) shall be converted on the Conversion Date.

Where applicable, the Board of Directors may make adjustments to the ratio for converting the PS 2 into ordinary shares in order to protect the rights of beneficiaries, depending on potential transactions on the Company's share capital, specifically in the case of a change of the par value of ordinary shares, a capital increase by capitalization of reserves through an increase in the number of ordinary shares, the capitalization of reserves, earnings, premiums or other amounts allowed to be capitalized by increasing the par value of the ordinary shares, the granting of bonus (free) shares to all shareholders, the issuance of new shares or securities giving access to the Company's share capital with preferential subscription rights reserved for shareholders, a stock split or reverse stock split, the distribution of reserves, issue premiums or any other assets, share capital redemption, changes to the appropriation of earnings, share capital reduction due to losses via a reduction in the number of ordinary shares, or any other operation impacting shareholders' equity (including by way of a takeover bid and/or in the event of a change of control).

The PS 2 outstanding at the Conversion Date may be converted to new or existing ordinary shares held under the share repurchase program, and notes that the conversion of PS 2 to new ordinary shares entails the waiver by shareholders of their preferential subscription rights to new ordinary shares resulting from the conversion. In any event, the conversion of PS 2 into ordinary shares cannot take place between the mandatory publication in the so-called Bulletin Officiel des Annonces Légales Obligatoires (French official legal gazette) of prior notice of any general meeting, and the holding of this meeting. If this is the case, the Conversion Date would be postponed until after the Shareholders' General Meeting.

10.3.3- PS 2 repurchase

In the event that the performance targets are not achieved and the number of ordinary shares to which the conversion of the PS 2 would give right, by applying the Conversion Ratio, equals zero, the PS 2 may be purchased by the Company at its initiative no later than the one hundred and eightieth (180th)

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

calendar day following the publication date of the Group's consolidated financial statements for the fiscal year ending on March 31, 2022 (the "Repurchase Date"), at their par value, in accordance with the provisions of Article L. 228-12 III of the French Commercial Code.

The PS 2 thus repurchased would be canceled and the share capital would be proportionally reduced, pursuant to Articles L. 225-205 and 228-12-1 of the French Commercial Code, within sixty (60) calendar days as from the Repurchase Date.

The Board of Directors must take note, where applicable, of the number of PS 2 repurchased and canceled by the Company, and shall make the necessary changes to the bylaws relating to the share capital amount and the number of shares comprising the share capital

Article 11 – CROSSING OF THRESHOLDS

Any Shareholder, acting alone or in concert, without prejudice to the thresholds referred to in Article L. 233-7, paragraph 1 of the French commercial Code, holding directly or indirectly at least 3% of the capital or voting rights of the Company is required to inform the Company, by registered letter with acknowledgment of receipt addressed to the registered office, within a period of 15 days from the crossing of the ownership threshold.

Said declaration must also be made when the stake in the share capital falls below the abovementioned threshold.

Furthermore, it must also state the number of shares already issued or the voting rights that it may acquire or dispose of by virtue of an agreement or financial instrument as provided at point b) of the third paragraph of Article L. 233-7 of the French commercial Code.

Non-compliance with the declarations of the crossing of thresholds, both legal and statutory, gives rise to the removal of voting rights under the conditions laid down by Article L. 233-14 of the French commercial Code at the request of one or several shareholders holding together at least 3% of the capital or voting rights of the Company.

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

TITLE III

MANAGEMENT AND CONTROL OF THE COMPANY

Article 12 – BOARD OF DIRECTORS

1 - Composition

The Company is administered by a Board of Directors having at least three members and no more than eighteen, subject to the statutory derogation provided for in the event of a merger.

The Directors shall be appointed or renewed in their positions by the Ordinary Shareholders' General Meeting, which may revoke them at any time.

However, in the event of a merger or demerger, the Directors may be appointed by the Extraordinary Shareholders' General Meeting.

The Directors may be natural or legal persons. Directors who are natural persons are required to designate a permanent representative upon their appointment that is subject to the same conditions and obligations and who incurs the same civil and criminal liabilities as if he or she were a Director acting on his or her own behalf, without prejudice to the joint and several liability of the person that he or she represents.

Whenever the natural person terminates the appointment of his or her representative, he or she must notify the Company of said termination, without delay, by registered letter, and must appoint a new permanent representative under the same conditions. The same applies in the event of the death or the resignation of the permanent representative.

An individual cannot simultaneously hold more than 5 mandates as Director or member of a supervisory board of a joint-stock corporation with registered head offices in France, except subject to the reservations, limits and conditions set by laws and regulations.

Any Director who is a natural person and acquires a new position in violation of the provisions previous paragraph must resign from one of his or her positions within 3 months following his or her appointment. Otherwise, he or she shall be considered to have resigned from his or her new position.

An employee of the Company may only be appointed director if his or her employment contract precedes his or her appointment and corresponds to actual employment. The number of Directors bound to the Company by an employment contract may not exceed one-third of the Directors in office.

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

2 – Age Limit – Term of office

No one may be appointed Director if they are over the age of 70 and their appointment would increase the number of Directors above this age to more than one-third of the members of the Board of Directors. The number of directors over the age of 70 may not exceed one-third of the members of the Board of Directors. If said limit is reached, the oldest Director shall be automatically deemed to have resigned.

The term of office of Directors shall be 3 years. The terms of office of the Directors sitting on the Board on the date of the Shareholders' General Meeting of July 25, 2016 are reduced to 3 years.

The term of office of Directors shall expire at the end of the Shareholders' General Meeting that is called to vote on the financial statements of the past fiscal year and held in the civil year during which their term of office expires. The Directors may always be re-elected.

3 - Vacancies – Co-optation

The Board of Directors may make appointments on a provisional basis in the cases and under the conditions provided for by law.

4. – Non-voting Board member (*censeur*)

The Shareholders' General Meeting may appoint a non-voting member to the Board of Directors. This appointment as non-voting Board member is always renewable and shall last two (2) years. If the position as non-voting member becomes vacant during the time interval between two Shareholders' General Meetings, the Board of Directors may temporarily appoint a replacement. His or her appointment is subject to ratification by the next Ordinary Shareholders' General Meeting. The non-voting Board member appointed to replace the non-voting Board member whose appointment has not expired, shall only remain in office for the remaining period of the term of his or her predecessor. The age limit to perform the duties of non-voting Board member is established at 70 years old. Any non-voting Board member having reached this age limit shall be considered to have resigned at the next Ordinary Shareholders' General Meeting. The non-voting Board member is invited to attend the meetings of the Board of Directors and shall take part in the deliberations in an advisory capacity. He or she shall receive compensation under the same conditions as the Directors if the Board of Directors so decides.

5. - Directors representing the employees

In accordance with the provisions of Articles L. 225-27-1 to L. 225-34 of the French Commercial Code, the Board of Directors includes two (2) directors representing the employees in addition to those directors whose number and method of appointment are determined in paragraph 1 of this article.

The number of such directors representing the employees may be reduced to one (1) if the number of directors elected by the Shareholders' General Meeting (excluding directors representing the employees) is equal to or fewer than eight (8).

The directors representing the employees are not taken into consideration when determining the minimum and maximum number of directors pursuant to paragraph 1 of this article.

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

The directors representing the employees have voting rights. Subject to the legal provisions specifically applicable thereto, they have the same rights, are bound by the same obligations (in particular with regard to confidentiality) and have the same responsibilities as the other members of the Board of Directors. However, having operational duties within our Group, they are not eligible for a specific remuneration as directors of the Board.

When a single director is to be appointed, the appointment is made by the Group's Economic and Social Committee or, failing that, the Company's Economic and Social Committee.

The Chairman of the relevant Economic and Social Committee shall agree with its Secretary to put on the agenda of a meeting occurring no later than six (6) months following the modification of the bylaws, or when the terms of office of the director representing the employees come to an end the appointment of the director representing the employees, fulfilling the conditions required by law and in particular those defined in the first paragraph of Article L. 225-28 and by Article L. 225-30 of the French Commercial Code

When two directors are to be appointed, the appointments are made by each of the two trade union organizations having obtained the most votes in the first round of the elections referred to in Articles L. 2122-1 and L. 2122-4 of the French Labor Code held within the Company and those of its direct or indirect subsidiaries whose registered office is in France.

Within six (6) months following the modification of the bylaws, or when the terms of office of the director(s) representing the employees come to an end, the relevant labor union organization(s) shall be invited by hand-delivered letter for which a receipt is given or via registered letter with acknowledgement of receipt to appoint a director representing the employees, fulfilling the conditions required by law and in particular those defined in the first paragraph of Article L. 225-28 and by Article L. 225-30 of the French Commercial Code.

Within a maximum of fifteen (15) days, the trade union organization must send the Chairman of the Board of Directors the name and job title of the director representing the employees thereby appointed, via registered letter with acknowledgment of receipt.

The term of their office is three (3) years. On the expiry of said office, the renewal of the term of office of the director(s) representing the employees shall be subject to the continued fulfillment of the conditions of application set out in Article L. 225-27-1 of the French Commercial Code.

The duties of the director appointed in application of Article L. 225-27-1 of the French Commercial Code are terminated at the end of the Shareholders' Ordinary General Meeting having approved the financial statements for the past fiscal year, and held during the year in which the term of office expires.

The termination of an employment contract terminates the term of office of the director appointed in application of Article L. 225-27-1 of the French Commercial Code.

The directors appointed in application of Article L. 225-27-1 of the French Commercial Code may be dismissed for breach in the performance of their duties, under the conditions described in Article L. 225-32 of the French Commercial Code.

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

If the position of director representing the employees filled in accordance with this article becomes vacant as a result of death, resignation, dismissal, termination of employment contract, or for any other reason whatsoever, an appointment is made under the same conditions. The term of appointment of the director thus appointed comes to an end on the expiry of the normal term of office of all other directors appointed in application of Article L. 225-27-1 of the French Commercial Code.

The potential annulment of the appointment of a director representing the employees does not trigger the annulment of any deliberations in which the director whose appointment was unlawful may have taken part.

Article 13 – SHARES OF DIRECTORS

In accordance with Article L. 225-25 of the French commercial Code, any natural or legal person may be appointed director of the Company, without needing to hold one or several Company shares.

Article 14 – GOVERNING BOARD OF THE BOARD OF DIRECTORS

The Board of Directors shall elect a Chairman from among its individual members, and shall set the duration of his or her term of office, which may not exceed the duration of his or her term of office as a director.

The Chairman of the Board of Directors may not be over the age of 70. If he or she should exceed this age limit, he or she shall be automatically deemed to have resigned.

The Board of Directors may appoint a secretary at each meeting, who is not required to be a member.

If the Chairman is absent or unable to carry out his or her duties, at each meeting the Board of Directors shall appoint one of its members in attendance to chair the meeting.

Article 15 – RESOLUTIONS OF THE BOARD OF DIRECTORS

1 – The Board of Directors will meet as often as the Company interests require it, called by the Chairman.

The Chief Executive Officer or at least one half of the members of the Board of Directors may also ask the Chairman to call a meeting of the Board of Directors with a predetermined agenda.

Furthermore, when a meeting has not been held for at least 2 months, at least one third of the members of the Board of Directors may ask the Chairman to call a meeting of the Board with an agenda determined by these directors.

In these latter two cases, the Chairman is bound by the requests that he receives and must call a meeting of the Board of Directors on the predetermined agenda.

The meeting will take place either at the registered head office or at any other place specified in the convening notice, including abroad. The procedure for calling a meeting of the Board of Directors is set out in the Internal Regulations of the Board of Directors.

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

An attendance register must be signed by each of the Directors participating at the Board meeting.

At least half of the Directors must be present for decisions taken to be valid. However, Directors assisting by means of a videoconference or telecommunication shall be deemed to be present for the purposes of constituting quorum and majorities, under the terms and conditions set out by applicable laws and regulations.

A Director may appoint another director to represent him or her, including by letter or by fax. Each director may hold no more than one such power of attorney over the course of each meeting.

2 - Board deliberations are valid only if at least one half of the members are present.

Decisions are made by a majority of the Directors present or represented. The Chairman does not have a casting vote.

3 - The deliberations of the Board of Directors shall be recorded in minutes drawn up in accordance with the legal provisions in force, and signed by the chairman of the meeting and a Director or, if the chairman of the meeting were unable to fulfill his or her duties, by two Directors, and the omission of this formality shall not result in the nullity of the decisions made.

The minutes of the meeting shall specify the name of the Directors who were present or deemed to be present pursuant to Article L. 225-37 of the French commercial Code, excused or absent. It shall note the presence or the absence of the persons called to the meeting of the Board of Directors in accordance with a legal provision and the presence of any other person who attended all or part of the meeting.

The minutes shall also state the occurrence of any technical problem concerning a videoconference or conference call when it has disrupted the meeting.

The copies or extracts of minutes of the deliberations shall be validly certified by the Chairman of the Board of Directors, the Chief Executive Officer, the Director who has temporarily been authorized to perform the duties of Chairman or a proxy authorized for said purpose.

The Directors, as well as any person called to attend the meetings of the Board of Directors, shall be bound to discretion with regard to information that is confidential in nature and identified as such by the Chairman of the meeting.

4 - Notwithstanding any provision to the contrary, the Board of Directors may make decisions via written consultation of the directors in accordance with the conditions prescribed by relevant regulations.

Article 16 – POWERS OF THE BOARD OF DIRECTORS

1 - The Board of Directors shall determine the guidelines for the Company's activities and ensure their implementation in line with its corporate interest, while taking into account the social and environmental issues related to its activity. Subject to the powers expressly attributed to the Shareholders' General Meetings and within the limit of the company's corporate purpose, it shall

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

consider any issue affecting the smooth functioning of the Company and shall resolve the matters relating to it.

To this end, the Chairman represents the Board of Directors; in addition, he or she may grant delegations of powers to any officers of its choice.

In its relations with third-parties, the Company is bound even by the actions of the Board of Directors that fall outside the scope of the corporate purpose, unless it proves that the third-party knew that the action was beyond said scope or that it could not have been unaware of it given the circumstances, and the mere disclosure of the by-laws shall not constitute proof thereof.

The Board of Directors shall perform the checks and verifications that it deems appropriate.

Article 17 – GENERAL MANAGEMENT - DELEGATION OF POWERS – CORPORATE SIGNATURE

1 - The general management of the Company is the responsibility either of the Chairman of the Board of Directors or of any other individual, a director or not, appointed by the Board of Directors and given the title of Chief Executive Officer (*Directeur Général*).

In accordance with Article L. 225-55 of the French commercial Code, the term of office of the Chief Executive Officer (*Directeur Général*) is set by the Board of Directors. The Chief Executive Officer (*Directeur Général*) may be dismissed at any time by the Board of Directors. If the decision to dismiss is taken without sufficient grounds, it may give rise to damages, except if the Chief Executive Officer (*Directeur Général*) also has the duties of Chairman of the Board of Directors.

The Board shall choose between the two abovementioned options of general management. It shall deliberate under the conditions set out in Article 15.2 of these by-laws. However, in the event of a tie, the Chairman shall not have the casting vote.

Notwithstanding the powers expressly conferred by law to shareholders and the powers specifically conferred on the Board of Directors and the Chairman of the Board of Directors, as well as the decisions subject to the prior authorization of the Board of Directors pursuant to the Internal Regulations of the Board of Directors, the Chief Executive Officer, within the limits of the company's corporate purpose, holds the widest powers to act in all circumstances on behalf of the Company.

The Chief Executive Officer is subject to the provisions of Article 225-94-1 of the French commercial Code with regarding to simultaneously holding positions as chief executive officer, member of the executive board, sole chief executive officer, director or member of the supervisory board of *sociétés anonymes* (limited companies) that have their head offices in French territory.

2 - On the proposal of the Chief Executive Officer, the Board of Directors may appoint one or several individuals, provided that it does not appoint more than five, to assist the Chief Executive Officer, with the title of Deputy Chief Executive Officer(s).

3 - The Deputy Chief Executive Officers are responsible for assisting the Chief Executive Officer, to whom they shall report their management activity and, to this end, they are granted powers of which the extent and the duration are determined by the Board of Directors in agreement with the Chief

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

Executive Officer. With regard to third parties, they each have the same powers as the Chief Executive Officer.

In the event of death, resignation or dismissal of the Chief Executive Officer, the Deputy Chief Executive Officer(s) shall retain their duties and powers until a new Chief Executive Officer is appointed, unless the Board decides otherwise.

The Deputy Chief Executive Officers may be removed from office at any time by the Board of Directors, upon proposal by the Chief Executive Officer.

4 - The Chief Executive Officer or each of the Deputy Chief Executive Officers shall be authorized to grant sub-delegations or substitutions of powers for one or more transactions or categories of specific transactions.

Article 18 – COMPENSATION ALLOCATED TO DIRECTORS, THE CHAIRMAN, THE CHIEF EXECUTIVE OFFICERS AND THE REPRESENTATIVES OF THE BOARD OF DIRECTORS

1 – The General meeting may grant directors and the non-voting Board member (*censeur*), as compensation for their duties, a fixed annual sum, as Directors' fees. The Board of Directors shall decide whether or not to pay compensation to the non-voting Board member (*censeur*) and shall freely distribute said compensation among its members.

If the composition of the Board of Directors is not compliant with the provisions of the first paragraph of Article L. 225-18-1 of the French commercial Code, the payment of the abovementioned compensation is withheld. The payment is released if and when the composition of the Board of Directors becomes compliant, including the arrears due from the withholding date.

2 - The compensation of the Chairman of the Board of Directors and the compensation of the Chief Executive Officer and, as the case may be, of the Deputy Chief Executive Officer(s), shall be determined by the Board of Directors in accordance with the applicable legal and regulatory provisions.. It may be fixed or variable, or both fixed and variable.

3 - In accordance with the applicable laws and regulations, the Board of Directors may allocate extraordinary compensation for the missions or mandates entrusted to Directors; in such case, the compensation, posted to operating expenses, shall be subject to the approval of the Ordinary Shareholders' General Meeting under the conditions stipulated in Article 23 of these by-laws.

4 - Except as provided for in Articles L. 225-21-1, L. 225-22, L. 225-23, L. 225-27 and L. 225-27-1 of the French commercial Code, no other compensation, permanent or not, may be paid by the Company to the Directors other than the compensation as provided for in Article L. 225-45, L. 225-46, L. 225-47 and L. 225-53 of the French commercial Code.

Article 19 – AGREEMENTS BETWEEN THE COMPANY AND A DIRECTOR, THE CHIEF EXECUTIVE OFFICER, A DEPUTY CHIEF EXECUTIVE OFFICER OR A SHAREHOLDER HOLDING OVER 10% OF THE VOTING RIGHTS

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

Any agreement made directly or by persons interposed between the Company and its Chief Executive Officer, one of its Deputy Chief Executive Officers, one of its Directors or one of its Shareholders holding more than 10% of the voting rights or, if it concerns a shareholder company, the company that controls it within the meaning of Article L. 233-3 of the French commercial Code, must be subject to the prior approval of the Board of Directors, then, upon a special report of the Statutory Auditors, to the approval of the Ordinary Shareholders' General Meeting.

The same shall apply for agreements in which one of the persons indicated above is indirectly interested.

These provisions shall also apply to agreements made between the Company and another company, if the Chief Executive Officer, one of the Deputy Chief Executive Officers or one of the Directors of the Company is the owner, general partner, manager, director, member of the supervisory board, or, generally, an officer of the said company, subject to the exceptions set forth by law.

In accordance with Article L. 225-39 of the French commercial Code, the above provisions shall not apply neither to agreements concerning routine transactions that are conducted under normal conditions, nor to agreements entered into between two companies when one of them is the direct or indirect owner of the entire share capital of the other (if need be after deduction of the minimum number of shares required to comply with article 1832 of the French civil Code or articles L. 225-1 and L. 226-1 of the French commercial Code).

In accordance with article L. 225-40 of the French commercial Code, the person directly or indirectly concerned must inform the Board of Directors immediately upon becoming aware of an agreement to which Article L. 225-38 of the French commercial Code applies. This person may not participate in neither the deliberations nor the vote on the requested prior approval of the Board of Directors. The Chairman of the Board of Directors shall advise the Statutory Auditors of all agreements authorized and shall submit them to the Ordinary Shareholders' General Meeting for approval. The Statutory Auditors shall present a special report on the agreements to the Ordinary Shareholders' General Meeting, which shall decide on this report. The person directly or indirectly concerned may not participate in the vote and his/her shares shall not be taken into account for the calculation of the quorum and the majority.

Article 20 – STATUTORY AUDITORS

One or several Statutory Auditors shall be appointed and perform their audit duties in accordance with the law.

Their permanent mission, excluding any interference with the management, is to review the assets and the books of the Company and verify the regularity and the accuracy of the corporate accounts.

TITLE IV

MEETINGS OF SHAREHOLDERS

Article 21 - MEETINGS

The collective decisions of Shareholders are taken at General Meetings, which shall be categorized as ordinary, extraordinary or special depending on the nature of the decisions that they are called upon to make.

1 – The Shareholders' General Meetings are convened under the conditions laid down by the law.

The Shareholders' General Meetings shall be held either at the registered office or at any other place specified in the notice.

The notice shall be issued at least fifteen days prior to the date of the Shareholders' General Meeting, either by means of a notice published in a newspaper authorized to carry legal notices of the department of the registered office, either by registered letter or by ordinary letter addressed to each shareholder. When a Shareholders' General Meeting has not been able to deliberate due to the required quorum not being reached, the second Shareholders' General Meeting and, if applicable, the second extended Shareholders' General Meeting, are convened at least six days in advance, in the same manner as the first. The notice and the letters convening this second Shareholders' General Meeting state the date and the agenda of the first Shareholders' General Meeting.

2 – The agenda of the Shareholders' General Meeting shall be included in the notice and in the letter convening the meeting; said agenda shall be determined by the author of the notice.

The Shareholders' General Meeting can only deliberate on issues included on its agenda, which may not be amended on second notice; however, it may, under any circumstances, remove one or several directors and arrange for their replacement.

One or several Shareholders representing at least the percentage of the share capital provided by law, and acting under the conditions and the legally prescribed periods, have the ability to request that draft resolutions be included on the agenda.

3 – Any Shareholder, regardless of the number of shares he or she owns, has the right to attend the Shareholders' General Meetings and participate in the deliberations in person or by proxy or cast his or her vote by post pursuant to the legal and regulatory provisions.

Any Shareholder may be represented by any person of his or her choice, in accordance with Article L. 225-106 of the French commercial Code. Whenever the Shareholder is represented by any person who is not his or her spouse or the partner with whom he or she has entered a French civil solidarity pact (*pacte civil de solidarité*, also known as *PACS*), he or she will be informed by his or her proxy of

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

any facts allowing him or her to assess the risk of the latter pursuing interests other than his or her own.

Any Shareholder may vote by post under the conditions laid down by the law.

The Board of Directors may decide that the vote cast during the Shareholders' General Meeting may be cast by remote transmission or by videoconference under the conditions established by the applicable regulations it being stipulated that the shareholders who participate in the Meeting by these means shall be deemed to be present for the calculation of the quorum and the majority. This possibility must be stated in the notice.

The Shareholders may, under the conditions provided by the applicable law and regulations, address their proxy vote form and the form to vote by post regarding any Shareholders' General Meeting, either by means of a paper form returned to the Company, at the registered office, at least three days prior to the date of the meeting, or, following a decision by the Board of Directors mentioned in the notice, by remote transmission made at least three days prior to the date of the meeting.

The Shareholder's presence at the Shareholders' General Meeting, whether it is physical or, if the possibility is offered, by remote transmission or videoconference, cancels any previously issued vote by post and/or any proxy previously given by said shareholder.

The legal representatives of legally incompetent shareholders and physical persons representing shareholders who are legal entities take part in the Shareholders' General Meetings, whether or not they are personally shareholders.

4 – An attendance sheet shall be kept at each meeting containing the information required by law.

This attendance sheet, duly signed by the shareholders and the proxies, and to which are attached the powers granted to each proxy and, if applicable, the forms to vote by post, is certified as accurate by the board of the Shareholders' General Meeting.

The Shareholders' General Meetings shall be chaired by the Chairman of the Board of Directors. In his or her absence, or if the Board has not authorized another member from among those present in order to chair the Shareholders' General Meeting, the meeting itself shall elect its Chairman.

The duties of tellers (*scrutateurs*) are fulfilled by both members of the Shareholders' General Meeting, who are present and accept said duties, who hold the largest number of votes either on their own behalf or as proxies.

The executive board appoints the secretary, who is not required to be a member.

The members of the executive board have the task of verifying, certifying and signing the attendance sheet, ensure that debates are properly held, resolve matters that may arise during the meeting, control the votes cast, ensure continuity and ensure that the minutes are properly drawn up.

The minutes are prepared and the copies or extracts of the deliberations are issued and certified in compliance with the law.

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

Article 22 - QUORUM - VOTE

Double voting rights are attached to the shares, in proportion to the portion of capital that they represent are granted from August 31st, 2000 to all fully paid shares for which proof is provided of the registration in the name of a same shareholder for at least 2 years.

In addition, in the event of a capital increase through the incorporation of reserves, profits or issue premiums, the double voting rights are granted from their issuance to the nominative shares allocated free of charge to a shareholder in connection with previously existing shares for which he or she was entitled to said right.

Article 23 – ORDINARY GENERAL MEETING

The Ordinary Shareholders' General Meeting shall make any decisions beyond the powers of the Board of Directors and which are not reserved for the Extraordinary Shareholders' General Meeting.

The Ordinary Shareholders' General Meeting shall meet at least once a year, within the 6 months following the closing of the fiscal year, to approve the accounts of said fiscal year, subject to the extension of said time limit by a court decision.

It shall only validly deliberate, on first notice, if the Shareholders that are present or represented, or voting by post, by remote transmission or by videoconference, hold at least one-fifth of the shares granting voting rights.

No quorum is required on second notice.

It shall issue decisions by a majority of the votes cast by by the Shareholders that are present or represented. The votes cast do not include those attached to the shares for which the shareholder did not vote, abstained from voting or returned a blank or invalid vote.

Article 24 – EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

The Extraordinary Shareholders' General Meeting may amend all of the provisions of the by-laws and in particular decide on the transformation of the Company into another form, whether civil or commercial. However, it cannot increase shareholders' commitments, subject to transactions resulting from the grouping together of shares carried out on a regular basis.

The Extraordinary Shareholders' General Meeting may only validly deliberate if the shareholders who are present or represented, or who vote by post, by remote transmission or by videoconference, hold at least, on first notice, one quarter and, on second notice, one fifth of the shares granting voting rights. In the event of this latter quorum not being reached, the second Shareholders' General Meeting may be postponed to a date no later than two months after the date on which it had first been called.

Decisions of the Extraordinary Shareholders' General Meeting shall be adopted by a majority of two thirds of the votes cast by the shareholders who are present or represented The votes cast do not

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

include those attached to the shares for which the shareholder did not vote, abstained from voting or returned a blank or invalid vote..

Article 25 – SPECIAL MEETINGS

Preference shareholders come together at a special meeting for any proposed amendments to the rights attached to said preference shares, it being stated that the decisions made by the Company's ordinary general meeting or the Company's extraordinary general meeting will not be submitted for the approval of such special meeting. For all intents and purposes, it is hereby stated that the following will not be submitted for the approval of the special meeting of preference shareholders, without purporting to be an exhaustive list:

- the conversion and PS 2 in application of article 10.3.2 of these by-laws, and
- redemption and/or cancellation of shares falling within the scope of (i) the redemption of preference shares by the Company in application of article 10.3.3 of these by-laws, (ii) implementation of redemption programmes under the terms and conditions set out by articles L. 225-209 et seq. of the French commercial Code and (iii) a public tender offer for the ordinary shares or any other class of preference shares.

However, in accordance with the provisions of article L. 228-17 of the French commercial Code, any proposed company merger or demerger, in which preference shares cannot be exchanged for shares carrying equivalent special rights, will be submitted for approval to any relevant special meeting.

Decisions made at special meetings are valid only if, at first call, one third and, at the second call, one fifth of the holders of preference shares with voting rights are present or represented. Decisions are taken by a majority vote of two-thirds of the preference shareholders in any one class, present or represented.

In the event of capital share changes or redemption, the rights of preference shareholders will be adjusted, where applicable, in order to protect their rights pursuant to article L. 228-99 of the French commercial Code.

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

TITLE V

FISCAL YEAR – CORPORATE ACCOUNTS - ALLOCATION AND DISTRIBUTION OF PROFITS

Article 26 – FISCAL YEAR

The fiscal year is defined in Article 1 of these by-laws.

Article 27 – INVENTORY – ANNUAL ACCOUNTS

Regular accounting of corporate transactions shall be kept in accordance with the law and usual business practice.

Upon the closing of each fiscal year, the Board of Directors shall draw up an inventory of the Company's assets and liabilities. It shall also prepare the annual accounts in accordance with the provisions of Title II of Book 1 of the French commercial Code.

A statement on the sureties, securities and guarantees provided by the Company and a statement of the collateral it has granted shall be attached to the balance sheet.

A management report shall be prepared containing the information laid down by the law.

The management report shall include, if applicable, the report on the management of the group if the Company has to prepare and publish the consolidated accounts under the conditions established by the law.

If applicable, the Board of Directors shall prepare the forecast accounting documents under the conditions established by law.

All of these documents are made available to the Statutory Auditors under the applicable legal and regulatory conditions.

Article 28 – ALLOCATION AND DISTRIBUTION OF PROFITS

The amounts to be transferred to reserves pursuant to the law shall be deducted from the profits of each year minus, if applicable, prior losses. Therefore, 5% shall be deducted to constitute the legal reserve; said deduction shall no longer be mandatory when the funds reach one-tenth of the share capital; it shall resume whenever, for any reason whatsoever, the legal reserve falls below this amount.

The distributable profits are made up of the profits of the fiscal year minus the prior losses and the amounts transferred to reserves pursuant to the law or to the by-laws, and plus any retained earnings.

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

The Shareholders' General Meeting shall then deduct the sums it deems appropriate from said profits to transfer to the optional, ordinary or extraordinary reserve funds, or to carry them forward.

The balance, if any, shall be distributed between all of the shares in proportion to the amount paid up and outstanding.

However, except in the case of a capital reduction, no distribution may be made to shareholders when equity capital is or should become following said decrease lower than the amount of the capital increased by the reserves that the law or the by-laws do not allow to be distributed.

The Shareholders' General Meeting may decide on the distribution of the sums deducted from the option reserves either to provide or to complete a dividend, or to perform an exceptional distribution; in such case, the decision shall expressly state the reserve accounts from which the sums are to be deducted. However, the dividends are distributed in priority from the distributable profits of the fiscal year.

The losses, if any, following the approval of the accounts by the Shareholders' General Meeting, are registered in a special account to be charged to the profits of subsequent years until they are fully utilized.

Article 29 – DIVIDEND PAYMENT

The Shareholders' General Meeting called to approve the accounts of the fiscal year may grant each shareholder for all or part of the distributed dividend or interim dividends, the choice between the payment of the dividend or the interim dividend in cash or in shares.

The methods for paying dividends in cash are determined by the Shareholders' General Meeting, or failing that, by the Board of Directors.

However; the payment of the dividends must be performed within a maximum period of 9 months following the closing of the fiscal year, unless said deadline is extended by court order.

When a balance sheet drawn up during or at the end of the fiscal year and certified by a Statutory Auditor shows that the Company, since the closing of the previous fiscal year, after establishing the necessary depreciation and provisions, and deducting any applicable prior losses, as well as the sums to be transferred to reserves pursuant to the law or to the statutes and after taking into account the retained earnings, has generated profit, interim dividends may be distributed prior to the approval of the accounts of the fiscal year. The amount of said interim dividends may not exceed the amount of the profits thus defined.

The Company may not demand any reimbursement of dividends from shareholders, unless if the distribution has been performed in violation of the existing legal provisions and if the Company determined that the beneficiaries were aware of the irregular nature of said distribution at the time it was performed or could not have been unaware of it in view of the circumstances.

The reclaim of dividends shall be barred at the end of a period of 3 years following the payment of said dividends. Dividends not claimed within 5 years from the date of their payment may no longer be claimed.

TITLE VI

MAJOR LOSSES – PURCHASE BY THE COMPANY TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 30 – EQUITY CAPITAL BELOW HALF OF THE CAPITAL

If, due to losses recorded in the accounting documents, the equity capital of the Company falls below half of the share capital, the Board of Directors is required, within a period of four months following the approval of the accounts having revealed said losses, to convene the Extraordinary Shareholders' General Meeting in order to decide whether there is cause for the early dissolution of the Company.

If the dissolution is not decided, the capital must be, subject to the legal provisions relating to the minimum capital and within the time period required by law, reduced by an amount equal to the losses that could not be allocated to the reserves, if within this time period the equity capital has not been reconstituted up to a value that is at least equal to half of the share capital.

In any case, the decision of the Shareholders' General Meeting must be subject to the disclosure formalities required by the applicable regulatory provisions.

In the event that said requirements are not complied with, any party concerned may bring an action before the court for the dissolution of the Company. The same shall apply if the shareholders have been unable to validly deliberate.

However, the court may not decide on the dissolution if on the day of the ruling, the situation has been regularized.

Article 31 – PURCHASE BY THE COMPANY OF AN ASSET BELONGING TO A SHAREHOLDER

Whenever the Company, within a period of two years following its registration, acquires an asset belonging to a shareholder and of which the value is at least equal to one-tenth of the share capital, an auditor, in charge of assessing, under his or her own responsibility, the value of said asset, shall be appointed by a court decision at the request of the Chairman of the Board of Directors.

The auditor's report shall be made available to the shareholders. The Ordinary Shareholders' General Meeting shall decide on the valuation of the asset, failing which the acquisition will be null and void.

The seller shall not take part in the voting on his or her own behalf nor as a representative.

These provisions shall not apply when an acquisition is performed on the stock market or under the control of a judicial authority or within the framework of current transactions of the Company, and carried out under normal conditions.

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

Article 32 – TRANSFORMATION

The Company may be transformed into another form of Company if, at the time of the transformation, it has been in existence for at least 2 years and if it has drawn up the balance sheets of its first 2 fiscal years and had them approved by its Shareholders.

The transformation decision is made based on the report of the Statutory Auditors, which must certify that the equity capital is at least equal to the share capital.

The transformation into a partnership requires the approval of all of the stakeholders; in said case, the conditions provided for above shall not be required.

The transformation into a limited partnership or a partnership limited by shares is decided under the conditions set out for the amendment of the by-laws and with the approval of all of the Shareholders who shall become partners with unlimited liability.

The transformation into a private limited company is decided within the conditions provided for the amendment of the by-laws of companies of said form.

Article 33 – DISSOLUTION – WINDING-UP

Except for the cases of legal dissolution provided by law, and unless there is a continued extension, the dissolution of the Company takes place upon the expiry of the period established by the by-laws or following a decision by the Extraordinary Shareholders' General Meeting.

One of several liquidators shall then be appointed by said Extraordinary Shareholders' General Meeting under the rules of quorum and majority laid down for the Ordinary Shareholders' General Meetings.

The liquidator represents the Company. All of the assets shall be realized and the liabilities shall be settled by the liquidator who has been vested with the broadest powers. He or she shall then distribute the available balance.

The Shareholders' General Meeting may authorize him or her to pursue the ongoing affairs or to undertake further actions for the purposes of the winding-up.

The net assets remaining following the reimbursement of the shares at their nominal value shall be equally distributed among all of the shares.

If all of the shares are held by one person, the possible dissolution decision, whether it is voluntary or legal, shall entail, under the terms set out in the law, the transmission of the company's assets to the sole shareholder, without there being grounds for winding-up.

Courtesy translation from French – not legally binding – for information purposes only

TITLE VII

DISPUTES

Article 34 - DISPUTES

Any disputes that may arise during the existence of the Company or during its winding-up either between the Shareholders, or between the Shareholders and the Company, resulting from these by-laws will be judged in accordance with the law and shall be subject to the jurisdiction of the competent courts.